

H. DE VILLEMESANT

Fondateur

RÉDACTION
ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
26, Rue Drouot, 26 — PARIS

ABONNEMENT

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise.	15	30	60
Départements.	18	37	75
Union Postale.	21	43	88

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

LE FIGARO

Directeurs-Gérants :

F. DE RODAYS A. PÉRIVIER
Rédacteur en chef. Administrateur.SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTETÉLÉPHONE 102.46 Rédaction
102.47 Administration

ANNONCES ET RÉCLAMES

Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

Lettres d'un Conservateur

Je manquerais certainement au plus impérieux des devoirs de ma fonction de vieil abonné si j'omettais de vous faire part de l'impression produite sur moi et autour de moi par la publication du « Dossier de l'enquête ».

Je dois cependant, au préalable, vous faire un aveu. Ma commune compte deux cent cinquante habitants, sur lesquels il y a soixante-quinze électeurs. Sur ces soixante-quinze électeurs, il y en a six qui savent ce que c'est que l'affaire Dreyfus. Les soixante-neuf autres ne s'en doutent même pas ; mais leur ignorance ne prouve rien. Les six électeurs qui connaissent l'affaire pensent et décident pour les soixante-neuf autres. Voici comment se répartissent les opinions dans cette élite intellectuelle :

Le maire, gros cultivateur, le maréchal des logis de gendarmerie et l'aubergiste tiennent Dreyfus pour coupable, les révisionnistes pour des criminels, et disent qu'il y a un moyen bien simple de terminer l'affaire, c'est de déporter tous ceux qui ne pensent pas comme eux.

L'instituteur est d'un avis diamétralement opposé. Pour lui Dreyfus est un martyr, victime de la légèreté de l'état-major et de l'antisémitisme. Je dois noter que cet instituteur est un assez brave homme, qui remplit consciencieusement son métier, et qui ne fait aucune niche à son curé. Aussi les trois partisans de la déportation en masse, cités plus haut, et qui ont chacun un enfant chez lui, feraient-ils certainement une exception en sa faveur. Ces trois déportateurs lisent le *Petit Journal* que reçoit l'aubergiste, lequel tient en même temps un débit de boissons, une mercerie et le bureau de tabac. L'instituteur reçoit la *Petite République Française*.

Hérent mon curé et moi. Mon curé se déclare suffisamment renseigné lorsqu'il a lu le *Journal de la Nièvre*, et moi, il me faut tous les jours mon *Figaro* vers trois heures de l'après-midi. C'est une habitude qui remonte à 1867. Mon curé et moi, nous nous entendons parfaitement sur l'affaire. Nous ne sommes ni dreyfusistes ni antidreyfusistes. Nous sommes révisionnistes, depuis le faux Henry. D'ailleurs, le maire, l'aubergiste et le maréchal des logis nous épargneraient volontiers, à nous aussi, les horribles traitements qu'ils réservent à leurs adversaires. Si jamais l'affaire doit se terminer par un entérinement général, mon village, vous pouvez en être sûr, ne prendra point part à la petite fête.

Les esprits de son élite intellectuelle étaient déjà séparés et hostiles au temps du boulangisme. Et pourtant lorsque ce pauvre Boulanger renoua la lutte, il ne fut pas question de représailles chez nous. Et, à ce propos, j'ai remarqué que les gens qui considéraient comme une catastrophe nationale la démonstration de l'innocence de Dreyfus sont identiquement les mêmes qui voulaient voir Boulanger empereur des Français. L'analogie est frappante. Mon maire, mon aubergiste et mon maréchal des logis étaient des boulangistes renforcés. Par contre, mon instituteur entretenait une rage froide contre le « brave général ». Mon curé se réservait, en disant : « Il faudra voir ce que Boulanger veut faire en faveur de l'Eglise. » Quant à moi, j'admirais le goût national de mon pays pour les fantoches et la naïveté incurable de mes amis, les monarchistes, qui, pour ramener le Roi, n'avaient rien inventé de mieux que de ressusciter l'Empire, comme en 1848. Ce sont de bien braves gens, mais, entre nous, leurs professeurs de politique leur volent leur argent.

Je pense qu'à Paris c'est la même chose que chez moi et que vos nationalistes sont tous des anciens boulangistes. Cela se reconnaît à la brutalité de la pensée et de l'expression, au mépris tranquille de la vraisemblance et à l'ignorance absolue des faits, et enfin aussi à ce signe particulier, qu'aujourd'hui encore, comme alors déjà, ils ne parlent que de fusiller, d'emprisonner, de déporter, de fusiller, et enfin à cette phrase typique qu'on retrouve sur les lèvres de la plupart d'entre eux : « Si j'étais le gouvernement, ça ne traînerait pas. Donnez-moi le pouvoir, et vous verrez comme tout sera réglé en moins de deux heures. »

Donnez-mes cinq compatriotes et moi, qui avons des idées sur l'affaire Dreyfus, nous nous sommes occupés et même entretenus du « Dossier de l'enquête » que vous publiez. Le maire, l'aubergiste et le maréchal des logis se bornent à nourrir deux opinions contradictoires, à savoir que cette enquête a été publiée pour le plus grand bien de Dreyfus, et qu'elle lui fait un tort énorme. Ils n'ont d'ailleurs aucune des bribes des dépositions contraires à Dreyfus qu'on a mises sous leurs yeux. C'est un peu compliqué pour eux.

Et puis, le maire m'a exposé la parfaite inutilité de la lecture des documents qui pourraient modifier ses idées, en me disant : « Quand j'élis quelque chose, c'est pour m'amuser. Quand ce quelque chose prouve mon idée, il ne m'amuse pas. Donc, je ne le lis pas. » Il n'y avait rien à répondre à ce raisonnement. Mon maire n'est pas une exception. Presque tous les hommes lui ressemblent. Ils s'inquiètent très peu de la vérité absolue. Pour leur plaisir, ils acquiescent leurs passions, héréditaires ou acquises, et leurs opinions sont les filles de leurs passions.

L'instituteur, par contre, a dévoré l'enquête, qui lui semble péremptoire en faveur de Dreyfus, comme elle paraît péremptoire contre Dreyfus aux trois autres. Mon curé l'a lu sur mon journal que je lui faisais passer, mais en sautant les dépositions techniques qui lui don-

nent, dit-il, mal à la tête. Il a vainement essayé de comprendre quelque chose à la déposition de M. Cavaignac, mais il a suivi avec intérêt la seconde déposition du général Roget, celle qui représente le juge d'instruction Bertulus se jetant dans les bras du colonel Henry, alors qu'une déposition précédente avait montré le colonel Henry se jetant dans les bras du juge Bertulus. Ce jour-là, mon curé m'a rendu le journal en me disant : « Le général Roget a bien du talent, mais je ne savais pas qu'on fut aussi caressant au Palais de justice. »

Mon curé est homme d'esprit. En réalité, je crois que de tout mon village je suis le seul à avoir lu, relu le « Dossier de l'enquête ».

Le sentiment qu'il m'a causé est celui d'une stupéfaction profonde. Dès le début, il m'a été impossible de m'expliquer par quelle opération mentale on avait pu admettre qu'un officier qui entretenait une maison louche n'avait point commis de faute contre l'honneur, et que le fait d'écrire au Président de la République des lettres de chantage ne constituait pas une infraction aux règles de la discipline. Puis après — je ne vous donne qu'une impression d'ensemble — j'ai remarqué ceci : Tous les gens qui ont un intérêt personnel ou corporatif à ce que la condamnation de Dreyfus soit confirmée, ou plutôt qui croient avoir intérêt à cette confirmation, par un faux souci d'infailibilité, tous ces gens-là affirment que Dreyfus est coupable. Les uns apportent des preuves plus ou moins plausibles. Les autres se contentent, comme par exemple le général Billot, de déclarer qu'ils se sont fait renseigner par des gens au courant de l'affaire et en qui ils ont confiance. Ceux, au contraire, qui n'ont pas un intérêt de personne ou de corps à ce que Dreyfus soit coupable apportent des témoignages qui sont plutôt destructifs de cette culpabilité, et qui peuvent se résumer d'une façon originale et pittoresque par cette phrase du président du Conseil : « Je me demande si en 1894 nous n'avons pas été victimes d'une mystification ! »

Et puis, si vous voulez que je vous dise le fond de ma pensée, il y a dans toute cette affaire et dans toute cette enquête une difficulté en quelque sorte préjudicielle, prédominante. A-t-on, oui ou non, condamné Dreyfus sur des pièces qu'on ne lui a pas communiquées et qu'il n'a pas pu discuter ? Si c'est oui, où est le civilisé qui pourrait demander qu'on ne recommençât pas tout le procès ? Le général Mercier, à la Cour d'assises, lors du procès Zola, a refusé de dire qu'il n'y avait pas eu de pièces secrètes. Le général Mercier devant la Cour de cassation a répondu sur le même point par des réticences qui sont des aveux. Or a bien vu, à ces deux moments-là, dans le général Mercier un brave homme qui refuse de se parjurer.

Alors, dans ma petite jugeotte et dans mon coin, je me figure, à la tournure que prennent les choses, que tout se terminera par un nouveau Conseil de guerre et qu'on laissera aux militaires l'honneur de résoudre une difficulté créée par les militaires.

J'en serais bien heureux pour eux, car je leur appartiens plus que vous ne pouvez le supposer. J'ai été officier, avant d'être cultivateur. Mon fils aîné est lieutenant d'infanterie, et mon cadet, engagé volontaire, vient de recevoir les galons de sergent.

Le Vieil Abonné.

Échos

La Température

Dans le nord-ouest de l'Europe la situation se modifie ; à Paris elle est toujours très troublée et le baromètre, encore en baisse, nous laisse peu d'espoir d'un beau temps prochain. Sur nos côtes de l'Ouest, la mer est très houleuse à Cherbourg et houleuse en Bretagne. La température s'abaisse encore ; hier elle donnait à Paris 10° 1/2 au-dessus du zéro et 11° dans l'après-midi. En France, un régime de vents du Nord tend à s'établir, le ciel s'éclaircit ; quelques averses sont probables avec refroidissement. Dans la soirée le baromètre indiquait 755^{mm}.

Les Courses

A 2 heures, Courses à Colombes. — Gagnants de Robert Milton :
Prix du Boulogny : Dentist.
Prix de Dammarié : Newcastle.
2^e Prix de la Société des Steeple-Chases de France : Paco.
Prix Mirail : Glorioso.
Prix Anicet : Pimpant.

CONCOURS HIPPIQUE

A 8 heures 1/2 : Examen d'équitation pour les jeunes gens de 10 à 20 ans. — A 1 heure : 5^e classe, chevaux de selle. — A 3 heures : Prix internationaux, 1^{re} série. Défilé d'attelages à quatre chevaux. — A 4 heures : Sauts d'obstacles. Prix Mornay. Gentlemen.

A PROPOS DE CHIFFRES

Le vendredi 31 mars dernier, en guise de préface au congrès antialcoolique, j'ai relevé dans une conférence faite à l'hôtel Saint-Louis par le docteur Jacquet, médecin des hôpitaux, la statistique de la consommation de l'alcool à 400 degrés par chaque habitant pour les principaux groupes humains. Le Français arrive en tête de la liste avec une consommation de 14 litres 49 par an et par tête. C'est colossal et l'on a largement exploité ce chiffre au congrès. C'est même tellement colossal qu'un de mes savants collègues, collaborateur du Masque de Fer, a cru devoir, par deux fois, formuler des réserves. Et, hier, il m'écrasait

avec un rapport de la Commission nommée par M. Poincaré pour étudier l'enseignement antialcoolique dans nos écoles.

De ce rapport il résulte que la consommation, calculée en alcool pur à 100 degrés, était en 1895 de 4 litres 07 par habitant. Je répondrai à mon éminent confrère :

Qu'en 1887, un rapport présenté au Sénat, au nom de la Commission d'enquête sur la consommation de l'alcool en France, par M. Claude (des Vosges), et qui passe pour un document merveilleux auprès de tous les spécialistes, a établi qu'en 1885 la consommation alcoolique totale par tête, calculée d'après la contenance alcoolique moyenne de toutes les boissons, était déjà de 12 litres 96. Il n'y a rien d'étonnant à ce qu'elle soit montée à 14 l. 49 depuis quatorze ans.

Ce qui a induit mon confrère en erreur, c'est que le rapport Poincaré ne porte que sur la quantité d'alcool contenu dans les liqueurs et les eaux-de-vie. Cette quantité était, en 1885, de 3 litres 09 par tête. Elle a pu ne pas dépasser en effet 4 litres 07 en 1895.

Mais tous les apôtres de l'antialcoolisme — parmi lesquels je citerai le docteur Legrain, le docteur Lannelongue, dont les généreux efforts ont été châtifiés par un insuccès électoral ; M. Ruysen, dont la thèse est fameuse ; le professeur Debove, dont la conférence à la Faculté de médecine est un monument de travail et de conscience, et enfin le docteur Jacquet — tiennent compte, pour leurs calculs, de l'alcool renfermé dans le vin, le cidre, la bière consommés aussi bien que de celui qui contient les liqueurs et les apéritifs.

Que si l'on invoquait les quantités d'alcool exporté, soit en nature soit dans les vins, je répondrais que chaque année neuf cent mille bouilleurs de cru introduisent en fraude sept cent mille hectolitres d'alcool dans la consommation, et compensent l'exportation, s'ils ne la dépassent.

On me pardonnera, j'espère, cette petite défense de mes chiffres et de mes sources.

D'ailleurs, quand on voit les Belges, qui viennent après nous comme consommateurs, crier à l'abomination et à la fin de la race, depuis M. Lejeune, ministre d'Etat, jusqu'au socialiste Vandervelde, on est bien excusable de répéter le cri de : Garde à vous ! — J. CORNÉLY.

A Travers Paris

L'Agence Havas annonce que le *Petit Rouennais* doit publier aujourd'hui l'interview d'un intime du lieutenant d'artillerie Bernheim, originaire de Rouen, constatant que cet officier connu Esterhazy à Rouen en 1894 et lui prêtait, avec l'autorisation de son chef de corps, le Manuel de tir que, d'après la déposition du général Roget, Esterhazy n'aurait jamais eu en sa possession.

Le Robespierre de M. Sardou, que sir Henry Irving va créer à Londres, donne de l'actualité à tout ce qui concerne l'homme de Thermidor. On n'a pas oublié sans doute le débat soulevé entre MM. Hamel et Sardou à propos de la demeure du « grand homme », rue Saint-Honoré.

M. Hamel affirmait qu'il n'en restait rien ; MM. Sardou et Lenôtre prétendaient au contraire que sous des constructions plus récentes tout subsistait de l'aile habitée par Robespierre en 1794. M. Coyecque, sous-archiviste de la Seine, a découvert un état de lieux de 1783 qui, d'après lui, donnerait raison à M. Hamel. M. Sardou, à qui nous avons demandé ce qu'il en était, nous a répondu :

« Loin de donner raison à Hamel, ce document, que je connais, prouve une fois de plus à quel point il s'est fourvoyé ; il confirme la conclusion de Lenôtre et les miennes, et prouve même que la chambre de Robespierre est bien mieux conservée que nous ne le pensions !... C'est ce que je démontrerai prochainement, dès que j'en aurai le loisir. »

Le jury du concours de maisons vient de voter le classement de ses lauréats. L'immeuble construit au numéro 104 de la rue de Grenelle par MM. Marquet, architecte, et Barrand, entrepreneur, et appartenant à M. Marchand, a obtenu l'unanimité des suffrages, et il a été par conséquent classé premier.

MM. Debie et Guimard ont obtenu, le premier huit voix pour sa maison de la rue du Roi-de-Sicile, le second six voix pour le Castel Béranger de la rue La Fontaine.

Les autres lauréats arrivent ex æquo à cinq voix sur neuf. Ce sont, pour l'immeuble de l'avenue d'Antin : MM. Bunel et Dupuis, architectes, Dior, entrepreneur, et Gastinne-Renette, propriétaire ; pour celui du boulevard de La Villette : MM. Rabier, architecte, Martin, entrepreneur, et Carrière, propriétaire ; enfin pour la maison de la rue Croix-des-Petits-Champs, MM. Breffendille, architecte, Villémin, entrepreneur, et Bourgeois, propriétaire.

Tous les lauréats, architectes, entrepreneurs et propriétaires, étant aujourd'hui connus, M. Bouvard, au nom du jury, va leur faire remettre la médaille de Daniel Dupuis.

La sixième exposition de la Société P. M. P. s'ouvre aujourd'hui à la galerie des Artistes modernes, rue Caumartin, et durera jusqu'à la fin du mois : elle comprend, en tableaux, aquarelles, pastels et dessins, des œuvres d'art très intéressantes.

Aujourd'hui, à l'hôtel Drouot, première

Grande affluence au Panorama Poilpot, au Trocadéro, dont nous annonçons ces jours-ci le « vernissage » et qui vient d'être ouvert au public.

L'éminent artiste a reçu hier la visite du grand-duc Nicolas Michailovitch de Russie. Le grand-duc s'est arrêté longuement à chacun des superbes dioramas où Poilpot a retracé les épisodes les plus caractéristiques de cette période inoubliablement glorieuse de notre histoire, qui s'étend des fêtes de la Fédération à Waterloo ; mais la « grande page » de cette œuvre considérable a surtout excité son admiration : le panorama de la bataille d'Iéna, la charge de cavalerie face au spectateur, — conduite par Murat ; Ney, Lannes, à la tête de leurs troupes, avec, au centre, Napoléon entouré de son état-major.

L'originale et élégante architecture du bâtiment construit par M. Frantz Jourdain complète l'ensemble artistique d'une œuvre d'intérêt capital, et dont le grand-duc Nicolas Michailovitch a complimenté avec une cordialité charmante l'auteur principal et ses excellents collaborateurs.

On annonce pour le 26 avril une vente qui fera événement dans le monde des amateurs : la vente après décès de la collection Victor Desfossés. Il n'y aura qu'une journée d'enchères, mais ces enchères porteront sur des chefs-d'œuvre et seront dirigées par M^{re} Paul Chevallier et G. Duchesne, assistés de M. Henri Haro, expert.

Hors Paris

De notre correspondant de Pau :
« Le roi Oscar II s'est rendu ce matin à la caserne Bernadotte, où il a été reçu par le général d'Ormesson. Il a pris un vif intérêt à cette visite et s'est retiré vers onze heures. Après avoir déjeuné à la villa des Palmiers, Sa Majesté est partie pour Lourdes où elle a visité la grotte, la basilique et le funiculaire. Un lunch a été servi chez les Péres. »

« Le roi Oscar II a repris le train à cinq heures. Une foule énorme était à la gare de Pau lorsqu'il y est repassé et des gerbes de fleurs lui ont été offertes. Aux cris de « Vive le Roi ! » qui lui étaient adressés, Sa Majesté a répondu en saluant et en disant : « Au revoir ! »

« Oscar II passera la journée de demain à Bordeaux. Après quoi, il visitera les châteaux de la Loire. »

Nouvelles à la Main

Bosnival a passé les fêtes de Pâques dans une bicoque qu'il possède aux environs de Paris.

Les matinées et les soirées devaient être un peu fraîches, lui dit-on.

« Oui peut-être ; mais nous ne nous en sommes guère aperçus, n'ayant pas là-bas de thermomètre... »

Le Masque de Fer.

LE

DOSSIER DE L'ENQUÊTE

DE LA

COUR DE CASSATION

(SUITE)

DÉPOSITION

DE

M. LE GÉNÉRAL GONSE

SÉANCE DU 12 DÉCEMBRE 1898

Le président. — Vous diriez-vous que à la Cour quelle était votre situation à l'état-major général, au moment où a éclaté l'affaire Dreyfus, et dans quelles conditions les soupçons se sont portés sur cet officier ?

Le général Gonse. — J'étais à cette époque sous-chef d'état-major général, j'avais dans mes attributions le 4^e bureau (service des chemins de fer), la section de statistique, la section du personnel, la section d'Afrique, la section historique et la section de comptabilité.

L'autre sous-chef avait les 1^{er}, 2^e et 3^e bureaux. C'était le général Renouard. Le bordereau m'a été remis par le colonel Sandherr dans les derniers jours du mois de septembre 1894 (du 20 au 25) et j'en ai eu connaissance.

En raison de sa provenance et de la nature des documents qu'il annonçait, je n'ai pas hésité à reconnaître son importance.

Il a été immédiatement montré aux chefs des quatre bureaux de l'état-major, qui ont partagé ma manière de voir.

Pour faire les recherches nécessaires relatives à son auteur, des photographies furent faites à la section de statistique. Un exemplaire de chacune d'elles fut donné aux chefs des quatre bureaux de l'état-major, au directeur de l'artillerie (3^e direction) et aussi, autant qu'il m'en souvenne, aux directeurs des 1^{er}, 2^e et 4^e directions (infanterie, cavalerie, génie), ces différentes directions employant des officiers sous leurs ordres.

Ces dernières directions n'ayant que peu d'officiers à leur disposition, leur examen fut rapidement terminé.

L'examen fut beaucoup plus long à la 3^e direction et dans les bureaux de l'état-major ; le chef de la 3^e direction était préoccupé en raison des documents annoncés dans le bordereau, dont la plupart concernaient son service, et son enquête fut longue et minutieuse.

Pas plus dans les bureaux de l'état-

Voire le *Figaro* des 31 mars, 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 avril, donnant le dossier de l'enquête de la Cour de cassation.

major qu'à la 3^e direction, on ne trouvait rien lorsque le colonel Fabre, chef du 4^e bureau, et le colonel d'Aboville, sous-chef, eurent l'idée de comparer les écritures des stagiaires qui avaient passé par ce bureau, en prenant les feuilles d'inspection écrites par les officiers ; c'est ainsi qu'ils furent amenés à reconnaître dans Dreyfus l'auteur présumé du bordereau.

Le président. — Quand cette similitude d'écritures a été reconnue, vous êtes-vous livré vous-même à l'examen du bordereau avec les premières pièces de comparaison, et quelle est l'opinion qui en est résultée pour vous ?

Le général Gonse. — J'ai examiné le bordereau avec ces messieurs, et j'ai pu constater par moi-même des similitudes d'écritures très grandes, qui m'ont particulièrement frappé.

Le président. — Quels sont les officiers qui, à ce moment, composaient le bureau des renseignements ?

Le général Gonse. — Le colonel Sandherr, chef ; le commandant Cordier, adjoint au colonel Sandherr, sous-chef ; le commandant Henry et le capitaine Lauth.

Le président. — Pourriez-vous indiquer à la Cour de quelle manière le bordereau est arrivé au bureau des renseignements ?

Le général Gonse. — Par ce qu'on appelle la voie ordinaire ; la Cour connaît, je crois, la signification de ce terme.

Le président. — Qui a reçu le bordereau ?

Le général Gonse. — C'est le colonel Henry qui recevait à ce moment tous les documents par cette voie.

Après avoir reçu le bordereau, il l'a montré à l'archiviste Gribelin, au capitaine Matton et, autant qu'il m'en souvenne, au capitaine Lauth, le colonel Sandherr n'étant pas encore arrivé au bureau à ce moment. Il le remit au colonel Sandherr aussitôt son arrivée au bureau.

Le président. — Dans quel état le bordereau est-il arrivé ? A-t-il fallu le reconstituer, et quel est l'officier qui s'est chargé de ce soin ?

Le général Gonse. — Il a dû arriver en morceaux, et être reconstitué comme on le faisait de toutes les pièces arrivant dans le même état et de la même source. Ce recollage a dû être fait par le colonel Henry ; je ne sais pas s'il s'est fait aider par d'autres officiers pour ce travail.

Le président. — Dès que les soupçons se furent concentrés sur Dreyfus, une instruction préliminaire, puis une instruction définitive ont été ouvertes contre lui. Avez-vous eu connaissance de ces instructions, les avez-vous suivies ?

Le général Gonse. — L'instruction préliminaire a été faite par le lieutenant-colonel du Paty, ce n'est pas moi qui ai désigné au choix du ministre cet officier supérieur et je n'avais aucune qualité pour le désigner.

Je n'ai pas eu à suivre cette instruction, qui concernait un officier qui n'était plus sous mes ordres.

Quant à l'instruction définitive, elle a été faite par le Parquet du 1^{er} Conseil de guerre du gouvernement de Paris, sous la haute direction du gouverneur, et je n'ai eu en aucune façon à m'en occuper ; je n'avais aucune qualité pour le faire.

Le président. — Le bordereau présentait deux éléments de conviction : l'un tiré de l'écriture, sur lequel vous vous êtes expliqué tout à l'heure ; l'autre tiré de son contenu et de la nature des documents livrés. Pourriez-vous dire à la Cour de quelle manière l'énoncé de ces documents était de nature à incriminer Dreyfus ?

Le général Gonse. — Les différents documents mentionnés au bordereau sont :

- 1^o Note sur le canon de 120 et la manière dont son frein s'est comporté ;
- 2^o Note sur les troupes de couverture ;
- 3^o Note sur les formations de l'artillerie ;
- 4^o Note sur Madagascar ;
- 5^o Nouveau Manuel de tir.

1^o En 1894, le canon de 120, appliqué aux troupes de campagne, était un engin considéré comme secret : son frein surtout était secret ; peu d'officiers probables le connaissaient, et il fallait être un artilleur versé dans les questions techniques pour connaître l'importance de cet engin.

A ce point de vue, Dreyfus remplissait toutes ces conditions : il avait été à l'Ecole de pyrotechnie de Bourges ; il avait été à l'Ecole de guerre et il s'intéressait tout particulièrement aux questions techniques.

Je dois ajouter qu'on pouvait plus facilement, à mon sens, se rendre compte de la valeur de la pièce, de la manière dont elle était comportée et dont ses différents organes avaient fonctionné, en consultant les rapports existant au ministère, soit à la 3^e direction, soit au Comité de l'artillerie, qu'en voyant la pièce elle-même.

Dreyfus a appartenu en 1894 aux 2^e et 3^e bureaux, lesquels ne s'occupaient pas des choses d'artillerie ; mais, en sa qualité d'artilleur, il a pu en prendre connaissance, soit à la 3^e direction, soit au Comité, et ses connaissances techniques lui donnaient des facilités pour comprendre et apprécier l'importance des résultats obtenus soit par les conversations rapides avec un camarade, soit par une lecture également rapide des documents.

Il pouvait en être de même des autres officiers d'artillerie ayant, comme lui, passé par les établissements techniques.

Le président. — Savez-vous si une enquête a été faite à la direction d'artillerie, ou au Comité technique pour apprendre si Dreyfus y a demandé des renseignements sur le frein hydraulique, ou bien si il a pu y prendre communication de notes relatives à ce frein ?

Le général Gonse. — Je l'ignore.

Le président. — Pensez-vous que les renseignements, donnés sur le frein hy-

draulique et le canon de 120 s'appliquent au fonctionnement extérieur de la pièce, lequel pouvait être à la connaissance de tous ceux qui l'avaient vu tirer, ou bien à l'organisme intime et à la construction du frein ?

Le général Gonse. — Il m'est bien difficile de répondre d'une façon précise et complète à la question, mais il me semble que l'auteur de la note devait chercher à donner le plus de renseignements possible, et les meilleurs ; et, par conséquent, qu'il devait chercher à donner les renseignements les plus précis et les plus secrets sur la pièce et son fonctionnement intime.

Le président. — Vous nous avez dit que tout officier ayant comme Dreyfus passé par les établissements techniques aurait pu profiter des renseignements qui lui auraient été donnés à la direction de l'artillerie ou qu'il aurait surpris. Les études du canon de 120 ont été faites à Bourges, de 1888 à 1891, suivant ce que nous a dit M. Cavaignac, à une époque où Dreyfus était lui-même à Bourges.

Est-il à votre connaissance qu'en 1894 il y eût à l'état-major de l'armée un officier d'artillerie, autre que Dreyfus, ayant comme lui assisté à Bourges, à l'époque précisée, à l'étude du canon de 120 ?

Le général Gonse. — Je ne le crois pas.

Le président. — Tous les officiers qui ont été à Bourges, à l'Ecole de pyrotechnie, comme l'a été Dreyfus, n'ont-ils pas pu avoir connaissance des études qui se faisaient alors à la fonderie sur le canon de 120 et sur le frein hydraulique ?

Le général Gonse. — Tous les officiers d'artillerie des établissements pouvaient en avoir connaissance, notamment en causant avec leurs camarades.

Demande par un conseiller :

Vous venez de nous dire que tous les officiers d'artillerie qui se trouvaient à l'Ecole de pyrotechnie auraient pu, ainsi que Dreyfus, se procurer des renseignements sur le fonctionnement du frein hydraulique et du canon de 120 appliqué aux troupes de campagne. Ne faudrait-il pas, pour que les soupçons, en ce qui touche le bordereau, puissent se porter sur l'un de ces officiers, qu'on le retrouvât en 1894 dans les bureaux de l'état-major ?

Le général Gonse. — Oui, pour que les soupçons puissent se porter sur un officier dans les conditions indiquées (c'est-à-dire ayant

donc la connaître. Elle s'appliquait donc parfaitement à Dreyfus.

Le président. — Tout ce qui est relatif aux modifications qu'a entraîné le passage des pontonniers de l'artillerie au génie a fait l'objet de deux décrets du 4 juillet 1894, contenant de nombreux détails d'application. Les indications fournies par ces décrets étaient donc publiques. Ne pourrait-on supposer que ce sont celles qui visaient le bordereau et qui auraient été ainsi transmises, peut-être par avance, à l'agent étranger?

Le général Gonse. — Il me semble plus naturel d'attribuer la mention du bordereau aux instructions confidentielles qui ont été adressées, dans le courant de juillet, pour l'application de la loi et des décrets pour l'affectation des différentes unités d'artillerie aux troupes de campagne.

Cette circulaire devait donner les affectations des batteries d'artillerie aux divisions d'infanterie et de cavalerie, et, par conséquent, le groupement de guerre de ces batteries, dispositions qui ont eu un caractère essentiellement confidentiel.

4° La note sur Madagascar s'applique évidemment au rapport de la Commission qui a fonctionné, dans le courant de l'été 1894, à l'état-major de l'armée.

Ce rapport avait un caractère secret; préparé par une Commission mixte, de la guerre et de la marine, il donnait, entre autres choses, des renseignements sur la manière de conduire une opération pour conquérir l'île, le point ou les points de débarquement à choisir, les effectifs à donner au corps expéditionnaire, etc.

Ce rapport a servi de canevas pour les instructions qui ont été données au général Duchesne, lors de l'expédition de Madagascar; il avait donc, en 1894, un grand intérêt d'actualité, et un officier d'état-major de l'armée, au courant des affaires des 2^e et 3^e bureaux, pouvait en avoir connaissance.

Demande par un conseiller. — Le rapport de M. le commandant d'Ormescheville, qui a servi de base à la poursuite et à la condamnation de l'ex-capitaine Dreyfus, constate qu'au cours du mois de février 1893 un travail a été fait dans les bureaux de l'état-major sur Madagascar, que le capitaine Bernolin était chargé de copier ce travail, et qu'à plusieurs reprises Dreyfus serait venu dans la pièce où travaillait le capitaine Bernolin.

Comment concilier ces assertions avec la déclaration que vous venez de nous faire, de laquelle il résulterait que le travail sur Madagascar dont il est question dans le bordereau serait effectué aux études d'une Commission qui s'est réunie au ministère au courant de l'été 1894?

Le général Gonse. — Je n'ai pas suivi l'instruction devant le Conseil de guerre, mais, dans mon sentiment, la production de l'une ou de l'autre des deux notes à un agent étranger constitue un acte coupable.

Demande par un conseiller. — Le dossier d'une information constitue assurément un document de la plus haute importance pour l'appréciation de la culpabilité d'un accusé, mais ce qui domine avant tout, ce sont les débats.

Assistiez-vous aux débats et pouvez-vous faire savoir ce qui s'est passé sur le point qui nous occupe?

Le général Gonse. — Non, je n'ai assisté aux débats que comme témoin, et, aussitôt ma déposition terminée, je me suis retiré.

5° En ce qui concerne le Manuel de tir, je ne suis pas assez fixé sur la distribution de ce document, soit dans les corps d'armée, soit dans les différents services, pour renseigner la Cour sur ce point, n'ayant pas suivi l'instruction.

Le président. — Pourriez-vous nous dire si, à côté de l'instruction régulière qui a été suivie, il n'a pas été tenu compte des débats — dans les charges que l'on a regardées comme pesant sur Dreyfus — de documents ou de pièces secrètes qui n'ont pas été versées à cette instruction?

Le général Gonse. — Je n'ai pas entendu les officiers s'entretenir de cette question.

J'ai repris un dossier secret contre Dreyfus au colonel Picquart au mois de novembre 1896. Rien n'indiquait, dans ce dossier, qu'il eût été connu à l'instruction.

Le président. — Savez-vous ou n'avez-vous pas entendu dire qu'un dossier secret ait été produit aux juges du Conseil de guerre?

Le général Gonse. — Je ne suis pas en mesure de répondre à cette question. Le ministre de la guerre de l'époque pourait seul vous répondre à ce sujet.

Le président. — Pourriez-vous donner à la Cour des renseignements sur ce qui s'est passé au moment de la dégradation de Dreyfus, et sur les aveux qu'il aurait faits?

Le général Gonse. — Je n'assistais pas à la dégradation, la parade d'exécution étant du ressort du gouvernement militaire de Paris.

Le colonel Picquart, qui avait suivi le procès, avait été désigné, je crois, pour assister à cette dégradation.

Je ne m'en suis pas entretenu avec lui, parce qu'il n'appartenait pas à un bureau sous mes ordres, et n'avait pas à m'en rendre compte.

Le soir de la dégradation, j'étais absent de chez moi, et lorsque je rentrai, dans la soirée, on me dit que le chef de l'état-major de l'armée m'avait fait demander. Je me rendis immédiatement chez lui; il me dit de rechercher le colonel Picquart et de l'inviter à rechercher à son tour le capitaine de la garde républicaine qui avait gardé Dreyfus, avant la dégradation, et de l'emmener le lendemain, à la première heure, chez le ministre pour lui rendre compte de la conversation qu'il avait eue avec Dreyfus.

Je me rendis immédiatement rue d'Estree, où habitait le colonel Picquart. Je réveillai le concierge, qui me dit que le colonel Picquart était absent, qu'il ne rentrerait probablement pas avant le lendemain. Comme il était trop tard pour trouver un autre officier, je me résolus à remplir la mission moi-même et, le lendemain, à la première heure, je me rendis au gouvernement militaire de Paris, où je vis l'officier de service et lui indiquai l'objet de ma mission, en le priant d'en rendre compte au gouverneur.

Puis, je passai à la Place, je vis le colonel Paillet, major de la Place, dans son appartement, lui demandai le nom et la caserne de l'officier. Il me donna le nom du capitaine Lebrun-Renaud et me dit qu'il était à la caserne Henri-IV.

Je me rendis à ladite caserne et je ramenai immédiatement le capitaine Le-

brun-Renaud au ministère, où nous fûmes introduits de suite devant le ministre.

Il pouvait être huit heures et demie ou neuf heures du matin. J'étais passé à la Place vers sept heures.

Le capitaine Lebrun-Renaud donna au ministre le résumé de sa conversation avec Dreyfus, qui était plutôt un monologue de ce dernier, auquel le capitaine répondait, et duquel il a extrait les phrases compromettantes suivantes :

« On n'a pas livré de documents originaux, mais simplement des copies. Le ministre sait que je suis innocent. Il me l'a fait dire dans ma prison il y a quelques jours par le commandant du Paty de Clam (c'était faux : aucune communication de cette nature ne lui avait été faite de la part du ministre). Je suis innocent. Si j'ai livré des documents, c'étaient des documents sans importance et c'était pour en avoir de plus sérieux de (ici le nom d'une puissance étrangère). »

J'avais bien pu me mettre dans la tête ces phrases parce que je les entendais pour la seconde fois : le capitaine Lebrun-Renaud les avait déjà dites dans le trajet, en voiture, entre sa caserne et le ministère.

Le ministre donna l'ordre au capitaine Lebrun-Renaud, en raison de l'importance des déclarations faites, de se rendre immédiatement chez le Président de la République et chez le Président du Conseil.

Le capitaine se retira et ma mission était terminée.

Le dimanche 6, le chef de l'état-major général avait dû s'absenter de Paris, et, comme il ne devait rentrer que tard dans la soirée, je lui rendis compte par écrit de l'entrevue du capitaine Lebrun-Renaud avec le ministre — comme je le faisais, du reste, pour toutes les affaires importantes qui venaient à se produire, chaque fois que le chef d'état-major s'absentait.

Je conclus, dans ma lettre, que dans sa conversation Dreyfus s'était repris sans cesse et qu'à mon avis il avait fait des demi-aveux mêlés de réticences et de mensonges.

Le lendemain, le chef de l'état-major, après avoir causé des aveux avec moi quand il arriva au ministère — me remit un petit livre que je conservais dans l'armoire de fer de mon bureau, comme document historique et comme contenant des renseignements de grande importance.

Cette pièce est restée dans mon armoire jusqu'à l'automne 1897, époque à laquelle le général Billot, alors ministre de la guerre, prescrivit de réunir tout ce qui avait trait aux aveux de Dreyfus, et de faire faire notamment une déclaration écrite au capitaine Lebrun-Renaud, ce qui fut fait vers la fin d'octobre 1897.

Quelques temps après, au mois de janvier 1898 il me semble, j'ai reçu la déclaration spontanée du capitaine Anthoine, puis vinrent celles du lieutenant-colonel Guérin, du commandant de Mitry, du contrôleur de l'armée Peyrolles.

Il ne fut plus question, dans cette période de 1895 à 1897, des aveux, et je n'eus plus l'occasion d'en parler.

Si les circonstances m'y avaient appelé, je n'aurais fait aucune difficulté d'exposer ce que je viens de dire à la Cour.

J'ai su depuis, par le général Risbourg lui-même — qui commandait en 1894 la garde républicaine, comme colonel — et cela postérieurement à janvier 1895, qu'il avait formellement défendu au capitaine Lebrun-Renaud, en janvier 1895, de parler à qui que ce fût des aveux de Dreyfus, afin — disait-il — d'éviter des indiscrétions que ne doivent jamais commettre les officiers de la garde républicaine.

Le ministre, M. le général Billot, ne voulait pas qu'on en parlât non plus, et je crois que le gouvernement était dans les mêmes idées, en raison de la désignation d'une puissance étrangère qui était faite dans ces aveux.

Le président. — Pourriez-vous nous dire pourquoi il n'a pas été dressé procès-verbal immédiatement par le capitaine Lebrun-Renaud qui était officier de police judiciaire, des déclarations et des aveux de Dreyfus?

Le général Gonse. — Parce que, à ce moment, on considérait l'affaire comme complètement terminée, qu'on ne pouvait pas supposer qu'elle renaitrait, et qu'on n'a pas jugé utile de remplir cette formalité.

Je l'avais désiré, mais il ne m'appartenait pas de prendre d'initiative à ce sujet; et si cela avait été fait, nous n'en serions pas où nous en sommes.

Le président. — Tout à l'heure, dans une incidente de votre déclaration, vous nous avez dit qu'il était faux que le ministre savait que Dreyfus était innocent, et le lui avait fait dire dans sa prison, quelques jours auparavant, par le commandant du Paty de Clam.

Il résulte de dépositions antérieures que, quelques jours après sa condamnation, le commandant du Paty de Clam s'est effectivement rendu auprès de Dreyfus, envoyé par le ministre, et avait eu un entretien avec lui. Il aurait été chargé, notamment, de lui demander quelles pièces il avait livrées. C'est sans doute à cette entrevue que fait allusion Dreyfus dans les déclarations qu'il aurait faites.

Savez-vous quelque chose à cet égard?

Le général Gonse. — Je sais d'une façon indirecte (parce que je n'y ai pas été mêlé), que le lieutenant-colonel du Paty a été envoyé par le ministre pour demander à Dreyfus s'il voulait donner des indications sur les pièces et documents livrés par lui.

Dreyfus s'y est refusé.

Au cours de l'entretien et sans y être provoqué, Dreyfus aurait dit : « Oh ! ces deux agents, si je pouvais, je leur plongerais un poignard dans la gorge ! »

Le colonel du Paty lui aurait répondu : « Y en a-t-il trois, que voulez-vous dire ? » Et l'entretien, à ma connaissance, s'est arrêté là. Je ne sais tout cela que par le colonel du Paty.

Le président. — Vous ne vous êtes pas occupé de cette affaire, d'après les indications qui nous ont été données, que lorsque le lieutenant-colonel Picquart, devenu chef du bureau de statistique, s'est préoccupé de la culpabilité de Dreyfus.

Voulez-vous dire à la Cour quand et comment vous avez été mis au courant des recherches du lieutenant-colonel?

Le général Gonse. — Le colonel Picquart ne m'a mis au courant de ses recherches, pour substituer Esterhazy à Dreyfus, que le 3 septembre 1896, date à laquelle il est venu me trouver, à la cam-

pagne, par ordre du chef d'état-major de l'armée.

J'avais dû m'absenter, du 15 août au 15 septembre de cette année, en raison de mon état de maladie.

J'ai su, depuis, que les recherches du colonel Picquart avaient commencé au mois d'avril 1896, peut-être même avant; et ce n'est que le 3 septembre 1896 qu'il m'a mis brusquement au courant de ses recherches.

Quand il m'a lu son rapport, j'ai été très étonné, et je lui ai dit de ne pas mêler les deux affaires; Dreyfus étant coupable et condamné, il n'avait pas à revenir sur la question; mais que s'il avait de véritables charges à faire valoir contre Esterhazy, il n'avait qu'à m'en fournir les preuves; je ne trouvais pas dans le dossier qu'il me présentait les charges suffisantes pour provoquer une action judiciaire et je lui demandai avec instance de continuer ses enquêtes.

Après cette entrevue, et après avoir trouvé qu'il était bizarre qu'un chef de service sous mes ordres fût resté près de cinq mois à ne rien dire d'une affaire aussi grave, je fus pris de certains soupçons sur la manière de faire du lieutenant-colonel Picquart.

Néanmoins je ne lui retirai pas ma confiance.

Deux ou trois jours après notre entrevue du 3 septembre, je reçus une lettre de lui dans laquelle il me demandait avec instance de précipiter le mouvement.

Je lui répondis de continuer dans l'ordre d'idées que je lui avais indiqué dans notre entrevue.

Il m'écrivit à nouveau, bien qu'il sût que je devais rentrer le 15 septembre.

Je lui répondis d'agir avec circonspection parce que je ne croyais encore qu'à un excès de zèle intempestif.

Il m'écrivit encore une troisième fois; mais alors je ne lui répondis pas.

Je rentrai le 15 septembre.

À mon retour, il ne m'apporta rien de nouveau.

Il se borna à me proposer, par une note écrite, de tendre un piège à Esterhazy en lui envoyant une fausse dépêche signée d'un C comme le *petit bleu*.

Cette proposition ne fut pas agréée par le ministre; du reste, j'avais transmis avec avis défavorable.

En un mot, le colonel Picquart ne s'occupait plus que de cette affaire, et je peux dire qu'il était, à mon sens, absolument hypnotisé par cette idée de substitution d'Esterhazy à Dreyfus.

Comme il n'apportait toujours rien de nouveau, c'est alors que le ministre décida de l'envoyer en mission. Le ministre ne voulait pas dans un sentiment de bienveillance prendre une mesure de rigueur contre un officier qui, somme toute, n'avait pas démerité jusqu'alors.

La mission qui lui était confiée était une mission de confiance puisqu'il s'agissait de s'assurer, dans les différents corps d'armée de la frontière, si toutes les mesures étaient bien prises pour que le service de renseignements et d'informations satisfaisantes et qu'il pût fonctionner au moment de la mobilisation.

C'est après son départ du ministère, et pendant qu'il exécutait cette mission, et surtout après, que j'ai su peu à peu les agissements singuliers auxquels il s'était livré.

Je veux rester aussi calme que possible, mais puisque j'y suis amené et bien que je déteste me mettre en avant, je dois dire que le colonel Picquart m'a fait jouer dans toute cette affaire un rôle bien singulier.

Avant d'aller plus loin, je demanderai à la Cour de m'expliquer sur la lettre que j'ai écrite à M. le président il y a quelques semaines.

Dans le rapport à M. le garde des sceaux, que je n'ai connu qu'au cours des débats de la Cour, le colonel Picquart me fait tenir un langage plus que fantaisiste, pendant la période qui s'est écoulée entre le 15 septembre 1896 et le moment de son départ en mission.

Il a fait un véritable roman. Je n'ai jamais tenu les propos qu'il me prête.

Je voyais le colonel Picquart tellement absorbé dans son idée, je sentais si bien que tous les raisonnements que je pouvais lui tenir ne pouvaient avoir d'influence sur lui, que j'évitais le plus possible de revenir sur la question Dreyfus-Esterhazy.

Cependant, dans les conversations que j'avais, assez rares d'ailleurs, je lui demandais de me donner des preuves de la culpabilité d'Esterhazy, soit même des présomptions. Je revenais toujours sur cette même question.

Voilà quel était le sujet de mes entretiens.

Je ne l'ai jamais entendu prononcer cette phrase :

« Ce que vous me dites-là est abominable et je n'emporterai pas ce secret dans la tombe. »

Je ne lui ai pas parlé en termes méprisants de Dreyfus, en lui appliquant l'épithète de juif.

Du reste, c'est si peu dans mon caractère, qu'en 1894, 1895 et 1896 j'ai protégé et soutenu un officier israélite que j'avais connu autrefois, et que j'ai été assez heureux pour le faire récompenser, parce que, abstraction faite de toute secte et de toute religion, je le considérais comme un très bon officier.

Je n'ai pas parlé au colonel Picquart du général Mercier et du général Sausier à propos du procès de 1894.

Je ne lui ai pas dit d'ailleurs cette phrase : « Le ministre m'a déclaré sa conviction sur la culpabilité de Dreyfus; et quand un ministre parle je crois toujours. »

Quand le ministre (le général Billot) m'a affirmé sa conviction au sujet de la culpabilité de Dreyfus, j'ai dit à Picquart que j'étais satisfait de voir le ministre se créer une conviction, puisqu'il arrivait au même résultat que moi sans avoir été mêlé au procès de 1894 et que cette conviction était de nature à me faire croire, de nouveau, que j'étais dans la vérité.

Je ne comprends pas ou, pour mieux dire, je ne comprends que trop le but que poursuivait le colonel Picquart en travestissant ma pensée, en cherchant à me rendre odieux et ridicule; il voulait en somme m'envelopper dans une toile d'araignée dont je n'aurais pas pu sortir.

Enfin, j'ai lu dans son rapport cette phrase : « Je lui ai dit (au général Billot) au général Gonse que cette pièce ne pouvait être qu'un faux (faux Henry). » J'ai dit que c'était une machination pour faire échouer les recherches que j'avais entreprises; malgré mes observations, on a voulu tenir cette pièce pour vraie, bien que le style et la teneur aient

dû la faire considérer comme « suspecte. »

Autant de mots, autant d'erreurs.

Le colonel Picquart ne m'a jamais dit que cette pièce était un faux, il ne m'a jamais donné ses raisons à ce sujet, par la raison bien simple qu'il n'en a jamais été question entre nous.

La pièce m'a été remise le 2 novembre 1896, et je n'en ai pas parlé au colonel Picquart parce que, à cette époque, sa mission était décidée (son ordre avait été signé quelques jours auparavant) et je ne lui parlais plus des affaires nouvelles arrivant au service.

Il ne m'a jamais parlé de machinations tendant à nuire à ses recherches. Il ne m'a jamais soumis aucune observation à ce sujet.

Ce qu'il dit tendrait à faire croire que je m'opposais à ses enquêtes; c'est absolument contraire à la vérité, et, de fait, il faisait enquêtes sur enquêtes, et non seulement il ne m'en donnait pas les résultats, mais même il ne me les cachait soigneusement.

Je peux en citer des exemples : l'affaire Le Rond.

Je n'ai su qu'en 1898 et tout à fait accidentellement qu'il avait fait venir le capitaine Le Rond du 22^e d'artillerie, qui avait été chargé, pendant le temps qu'Esterhazy avait passé sur le champ de tir de l'artillerie en 1894, de conduire les officiers d'infanterie et de cavalerie assistant aux écoles à feu; il l'avait interrogé sur les démarches et les conversations d'Esterhazy pendant sa présence sur le champ de tir.

Cette enquête n'avait rien produit, Le Rond ayant répondu qu'il n'avait rien remarqué d'anormal dans les démarches et les demandes d'Esterhazy. De plus, Le Rond lui montra une lettre qu'Esterhazy lui avait écrite, dans laquelle ce dernier émettait des opinions invraisemblables, ridicules même, sur l'éclatement des projectiles d'artillerie et où il lui demandait de lui indiquer, en vue de conférence à faire à son régiment, un ouvrage imprimé où était traitée la question des effets des projectiles d'artillerie dans les combats. Et il précisait en disant qu'il désirait avoir un ouvrage analogue à celui qu'avait publié le général Philbert sur les feux d'infanterie.

Le Rond, qui était à l'Ecole de guerre au commencement de 1898 et que j'ai fait venir quand j'ai su tout cela, m'a montré la lettre d'Esterhazy et il a ajouté que dans les allures d'Esterhazy il n'avait rien trouvé d'anormal qu'une grande ignorance de ce qui se passait dans l'artillerie.

Je fus très étonné que le colonel Picquart ne m'ait jamais fait part de cet incident.

En outre, une autre enquête avait été faite par le colonel Picquart au sujet du sergent Mulot, ancien secrétaire d'Esterhazy au 74^e, qui aurait copié des documents pour le commandant Esterhazy; cette enquête n'avait rien donné et je ne l'ai connue que lors du procès Zola.

Que penser d'un chef de service, dirigeant un service aussi important que le service des renseignements, qui veut engager son chef dans une affaire des plus graves, sans le mettre au courant de toute l'affaire, et qui même lui cache une partie de la vérité, et qui lui cache soigneusement tout ce qui est contraire à sa thèse.

Dans ces conditions, l'envoi en mission du colonel Picquart m'a paru un bienfait pour tout le monde, aussi bien pour lui que pour nous, s'il avait su comprendre la situation.

Une fois en mission, par ordre du ministre, je lui ai écrit souvent. M. le colonel Picquart me l'a reproché; mes lettres ont été publiées sans mon autorisation.

Le président. — A quelle date avez-vous appris l'existence de la pièce désignée sous le nom de « faux Henry » ?

Le général Gonse. — Le 2 novembre 1896.

Le président. — Comment et par qui cette pièce vous a-t-elle été remise ?

Le général Gonse. — Par le colonel Henry lui-même, le matin du rapport, quand il venait dans mon bureau.

Le président. — Comment se fait-il que cette pièce n'ait pas passé par les mains du colonel Picquart qui était le chef du service ?

Le général Gonse. — Le colonel Picquart était absent; il est resté absent à cette époque pendant quelques jours.

Le président. — Cette pièce lui a-t-elle été montrée à son retour ?

Le général Gonse. — Non, ainsi que je l'ai dit; son ordre de mission était signifié depuis un jour ou deux, et il n'y avait plus lieu de lui communiquer les affaires nouvelles qui venaient au bureau, d'autant plus que je pensais qu'il partirait beaucoup plus tôt en mission.

Le président. — A quelle date d'envoi en mission lui a-t-il été notifié ?

Le général Gonse. — Mes souvenirs ne sont pas assez précis à ce sujet.

Le président. — Dans sa déposition, Picquart nous a dit qu'il n'avait eu connaissance de son envoi en mission que le 14 novembre, je crois, au cours d'une entrevue chez le ministre, à laquelle vous assistiez, ainsi que le général de Boisdeffre.

C'est renseignement serait-il exact ?

Le général Gonse. — Je me rappelle bien de l'entrevue dont vous parlez, dans laquelle le ministre lui a annoncé sa mission, mais il semble bien qu'on lui avait laissé pressentir cette mission quelque temps avant déjà.

A la manière dont le ministre lui avait parlé, il a dû se douter qu'il ne reprendrait pas son service.

Le président. — Il suivrait de là que, avant qu'il sût officiellement qu'il était envoyé en mission, on le considérait comme n'étant plus à la tête de son service, puisque le colonel Henry communiquait directement avec vous ?

Le général Gonse. — Le colonel Henry m'a correspondu directement avec moi pendant les deux ou trois jours de l'absence du colonel Picquart.

À son retour, le colonel Picquart a repris son service jusqu'au jour de son départ définitif, et comme la pièce était arrivée pendant son absence et que son départ était décidé, il n'a pas été jugé à propos de lui en parler.

Le président. — Le colonel Picquart a déclaré que lorsqu'il vous avait soumis ses recherches à l'endroit d'Esterhazy, le 3 septembre, il vous avait en même temps parlé du dossier secret de l'affaire Dreyfus, et qu'il en avait discuté devant vous l'applicabilité à Dreyfus des pièces qui le composaient.

Le dossier serait resté entre ses mains

assez longtemps, mais vous le lui auriez retiré vers le 31 octobre.

Pourriez-vous donner à la Cour quelques explications sur les motifs et la date de ce retrait ?

Le général Gonse. — Je me souviens que, lorsqu'il est venu me trouver le 3 septembre 1896, pour me soumettre sa note sur l'affaire Dreyfus-Esterhazy, il m'a parlé en effet du dossier secret qui, selon lui, s'appliquait plus à Esterhazy qu'à Dreyfus.

Je ne me souviens plus s'il avait le dossier entre les mains à ce moment, mais je dois dire que son raisonnement ne m'a pas paru péremptoire.

Je lui ai repris le dossier dans les conditions suivantes :

Un jour je rencontrai le colonel Henry dans les cours du ministère; c'était certainement postérieurement au 1^{er} novembre, mais très probablement dans les environs du 14. Je lui demandai comment allaient les affaires de la statistique.

Il m'a répondu que ça n'allait pas très bien, parce que le colonel ne s'occupait exclusivement que de l'affaire Dreyfus-Esterhazy, et, à ce propos, il me conseilla de reprendre le dossier secret au colonel, attendu qu'il traînait sur la table de ce dossier, et qu'en raison des visites de M. Leblois, des indiscrétions étaient à craindre; c'est sur cet avis que je repris le dossier, je crois, dans la journée.

Le président. — Les faux Henry a-t-il considéré tout d'abord comme un document provenant du carnet, c'est-à-dire par la voie ordinaire; l'événement a prouvé qu'il n'en était rien. Pourquoi en serait-il différemment pour le bordereau, qui a été également remis par Henry comme venant par la voie ordinaire ?

Le général Gonse. — Je répondrai que la question est toute différente.

Après les déclarations d'Henry lui-même, il pensait avoir intérêt, dans un but patriotique, à faire son faux, il avait bien tort selon moi, attendu qu'on ne doit jamais commettre un acte coupable, quelles que soient les circonstances.

En 1894 la situation était toute différente; je ne connaissais pas Dreyfus; il n'avait aucun intérêt à le perdre, et de fait, quand le bordereau m'a été apporté par le colonel Sandherr, ce dernier ne m'a jamais donné aucune indication qui fût de nature à diriger mes recherches sur un officier quelconque, et bien certainement Henry ne lui avait donné aucune indication à ce sujet.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : Général GONSE.

(La séance est levée et renvoyée au lendemain.)

SEANCE DU 13 DÉCEMBRE 1898

Le général Gonse. — C'est bien à la fin du mois d'octobre que l'ordre de mission du colonel a été signé et a dû lui être remis; il ne pouvait pas ignorer sa mission, d'autant plus qu'elle avait été annoncée au général commandant le 6^e corps par une lettre officielle du ministre, enregistrée au bureau de la statistique. Par suite de circonstances, le départ du colonel Picquart a été retardé jusqu'au 16, et c'est dans ce laps de temps que je lui ai demandé le dossier secret.

C'est également à cette époque qu'il a eu une entrevue avec le ministre, en présence du chef d'état-major; j'étais présent à cet entretien.

Vers le mois d'octobre 1897 (entre le 10 et le 15), le général Leclerc, commandant la division d'occupation de Tunisie, par lettre officielle, signala au ministre des rassemblements assez nombreux dans le vilayet de Tripoli. Cette lettre nous fut envoyée avec une annotation de la main même du ministre de la guerre, prescrivant d'étendre la mission du colonel Picquart à la frontière tripolitaine, et ordonnant d'en prévenir officiellement le ministre des affaires étrangères.

Au moment où on recevait cette lettre, le ministre de la guerre avait prescrit au général Leclerc de faire compléter la mission du colonel Picquart en prescrivant à cet officier supérieur de se rendre à Bizerte,

donner quelques renseignements sur les premiers décrets qui ont surgi entre le colonel Picquart et le commandant Henry au printemps de 1897, qui ont abouti à un échange de correspondances assez vives entre ces deux officiers supérieurs, et finalement au retour du colonel Picquart, en juin 1897, date à laquelle il aurait confié vos lettres à M^{re} Leblois ?

Le général GONSE. — A la fin de mai 1898, le commandant Henry me montra une note qu'il venait de recevoir du colonel Picquart ; ce dernier lui renvoyait une lettre qui lui avait été adressée par un agent du service, ignorant le départ du colonel Picquart.

Cette note était accompagnée d'une note impersonnelle, conçue à peu près dans les termes suivants : « Qu'on fasse donc cesser ce système de mystères et de mensonges, et qu'on dise une bonne fois que je ne suis plus chef du service ».

Le commandant Henry me montra cette note.

Je lui conseillai de ne pas y répondre, lui disant que si le colonel Picquart avait des raisons de se plaindre, il devait s'adresser à ses supérieurs.

Il insista pour répondre. Je lui dis alors qu'il agissait sous sa responsabilité et que je n'avais pas à intervenir.

Il voulut quand même répondre. Je lui dis qu'il s'exposait soit à une punition du colonel Picquart, puis qu'il était son inférieur, soit à une plainte de ce dernier, plainte qui me serait sans doute renvoyée et qui pouvait mettre Henry dans une situation délicate.

Henry insista de nouveau et il répondit, dans les premiers jours de juin, il me semble, une lettre dans laquelle il disait, autant qu'il m'en souvenne, qu'après enquête il n'avait eu de mystères et de mensonges que de la part de celui qui voulait faire attribuer le bordereau à Esterhazy, et substituer ce dernier à Dreyfus, en cherchant à tromper la bonne foi de ses supérieurs et en divulguant un dossier secret. (Je ne peux donner que le sens de cette lettre, ne l'ayant plus sous les yeux.)

Quand je vis cette lettre, je dis au colonel Henry : « Je ne peux pas vous donner l'autorisation d'écrire une lettre semblable à un supérieur. Officiellement, je dois donc l'ignorer. Et je ne puis que vous répéter que vous la faites partir à vos risques et périls. »

Le colonel Henry passa outre et je n'en entendis plus parler.

Mais, d'après ce que m'avait dit Henry, en employant le mot *enquête* (qui était certainement exagéré, attendu que cela voulait dire renseignements pris auprès de ses inférieurs), je compris que les agissements du colonel Picquart à la statistique avaient dépassé ce que j'avais moi-même lors de son départ et les faits qui avaient motivé son envoi en mission.

Je demandai au commandant Henry ce qu'il voulait dire dans sa lettre ; jusqu'à là il ne m'avait parlé que vaguement des agissements du colonel Picquart.

Je savais bien qu'il avait prononcé devant les officiers sous ses ordres des paroles compromettantes, alors que je ne voulais pas le suivre dans sa campagne, des paroles comme celles-ci, par exemple :

« Ah ! ils ne veulent pas marcher, là-haut. Eh bien ! je leur forcerai la main ! »

Voyant aussi qu'il y avait des sujets graves de dissensions entre le colonel Picquart, le commandant Henry et les autres officiers de la statistique, je voulus me rendre compte très exactement des motifs de ces dissensions que je n'avais jusqu'alors que soupçonnées.

C'est alors que je sus les démarches faites par le colonel Picquart pour obtenir le timbre du *petit bleu* à la poste, pour faire des photographies du même *petit bleu* sans traces de déchirures.

Je dis donc que tous les officiers que j'interrogeai s'étaient montrés très peu satisfaits de ces agissements ; et, comme il me semblait nécessaire de calmer les esprits, d'autant plus que le colonel Picquart était parti, qu'il ne devait pas revenir, que le ministre, dans un sentiment de bienveillance, s'était contenté de l'envoyer en mission d'abord, et de l'atteler ensuite à un régiment de tirailleurs, je prescrivis, dis-je, aux officiers de se tenir tranquilles et de se rapporter à leurs chefs, pour la suite à donner à cette affaire.

Depuis lors, je n'en entendis plus parler, et je pensais que si le colonel Picquart avait eu à se plaindre de la réponse d'Henry, il ferait parvenir une plainte régulière.

Cette plainte ne vint jamais.

Depuis lors, je n'ai plus entendu dire que le différend se soit accentué.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : Général GONSE.

NOUVELLE DÉPOSITION DU GÉNÉRAL GONSE

SÉANCE DU 21 JANVIER 1899

Le président. — Que savez-vous d'une dépêche du 2 novembre 1894 qui aurait été adressée par un agent étranger à son gouvernement, communiquée au ministre de la guerre par le ministre des affaires étrangères et qui aurait été, dans chacune de ces administrations, l'objet d'une version différente ?

Le général GONSE. — Lorsque l'arrestation de Dreyfus fut connue par les indiscrétions des journaux, un agent d'une puissance étrangère envoya une dépêche à son gouvernement. Le texte de cette dépêche, traduite au ministère des affaires étrangères, me fut présentée par le colonel Sandherr, lequel le porta ensuite au chef d'état-major général.

A distance, je ne me souviens pas bien de la forme de l'écriture et des dispositions du papier sur lequel était écrit le texte ; je me souviens seulement que le texte indiquait des préoccupations au sujet de donner et à préciser les termes, cela me paraît difficile. Autant qu'il m'en souvient, il était dit :

« Capitaine Dreyfus arrêté. Précautions prises. »

Et la fin de la dépêche était signalée comme douteuse.

Quelques jours après, le colonel Sandherr m'apporta un texte tout différent, me disant que c'était une nouvelle traduction faite par les affaires étrangères.

Je ne puis donner que des indications très générales, attendu que mes souvenirs ne sont pas très nets. Elle était conçue à peu près en ces termes :

« Capitaine Dreyfus arrêté ; si vous n'avez pas eu de relations avec lui démentez, pour éviter polémiques de presse. »

Je le répète, je donne un texte tout à fait approximatif, attendu que mes souvenirs sont très lointains.

Ces différentes dépêches ont été mises sous les yeux du ministre ; il me semble que c'est par le colonel Sandherr, autant qu'il m'en souvient.

Le ministre a prescrit de n'en pas faire état dans le dossier Dreyfus.

J'ajoutai encore cette observation : Le colonel Sandherr avait reçu ces dépêches directement des affaires étrangères, d'un des attachés ; c'est le colonel Sandherr qui avait des relations directes, à ce moment-là, avec le ministère des affaires étrangères.

Postérieurement, nous ne nous sommes plus occupés de cette dépêche et nous n'avons pas à nous en occuper.

Au mois de mai 1898, le ministre de la guerre, M. le général Billot, prescrivit de réunir, en un dossier unique, tous les documents, tous les renseignements, toutes les pièces, en un mot, secrètes ou autres, que le service des renseignements pouvait posséder au sujet de l'affaire Dreyfus.

En faisant ce travail, la dépêche dont il vient d'être question me revint à la mémoire, et j'en demandai le texte au colonel Henry.

Il me dit ne plus l'avoir ; le colonel Sandherr n'en avait pas laissé de traces ; les officiers du service des renseignements ne pouvaient pas davantage reconstituer ce texte.

J'eus l'idée d'en parler au colonel Paty, qui venait quelquefois dans mon bureau.

Celui-ci, recueillant ses souvenirs, me donna de mémoire un texte qui se rapprochait sensiblement du premier texte communiqué au colonel Sandherr par les affaires étrangères.

Je l'écrivis sous sa dictée.

Mais je ne considérais ce texte à aucun titre comme authentique ; un texte, écrit ainsi de mémoire, à distance des événements, n'avait à mes yeux qu'une valeur absolument inférieure. Aussi je ne voulais pas l'annexer au dossier, et je rendis compte au ministre que nous étions en présence d'une lacune qu'il fallait chercher à combler.

C'est alors que j'envoyai le colonel Henry faire une première démarche officielle au ministère des affaires étrangères.

Il revint le lendemain ou le surlendemain me rendre compte qu'il avait vu M. Paléologue, lequel lui avait dit ne pas être autorisé à délivrer une pièce de cette nature sans être couvert par son ministre, et qu'il fallait faire demander cette pièce officiellement par le ministre de la guerre.

Je rendis compte du résultat négatif des démarches au ministre, en lui priant de faire de son côté tout ce qu'il pourrait auprès de son collègue.

Le général Billot en parla, je crois, à M. Hanotaux, au Conseil des ministres ; celui-ci fut, paraît-il, très catégorique et refusa d'une façon très nette la communication pour des raisons que je n'ai ni à indiquer, ni à apprécier ici.

C'est alors que le ministre me prescrivit de me retourner du côté des postes et télégraphes, et je vis moi-même M. Delpeuch, sous-secrétaire d'Etat.

Je lui exposai le but de ma visite ; il me permit de faire faire les recherches utiles et m'ajourna au lendemain ou surlendemain.

Je retournai le voir ; il me déclara qu'il était impossible de satisfaire à ma demande, la date de la dépêche étant trop ancienne, et qu'on n'avait pu la retrouver ; elle avait été détruite, comme toutes les dépêches, au bout d'un certain temps.

Quand M. Cavaignac prit le ministère de la guerre, je lui signalai la lacune du dossier relative à cette dépêche.

Je crois savoir qu'il fit, à son tour, une démarche auprès de son collègue des affaires étrangères, qui resta également sans résultat.

Le président. — Avez-vous conservé le souvenir d'un incident qui se serait passé au ministère de la guerre, le 17 novembre 1897, entre M. Paléologue, chargé par le ministre des affaires étrangères de faire une communication à la guerre, et le colonel Henry, et d'une conversation entre ces deux personnes au cours de laquelle vous seriez intervenu ?

Nous nous donnons lecture du passage de la déclaration de M. Paléologue à ce sujet.

Le général GONSE (après lecture). — Je suis venu, en effet, dans le bureau du colonel Henry au moment où M. Paléologue causait avec ce dernier, le 17 novembre 1897 ; ces messieurs causaient ensemble, ainsi que je l'ai rappelé à M. Paléologue dans une conversation, le 24 décembre 1898.

M. Paléologue me montra une lettre du ministre des affaires étrangères qu'il était chargé d'apporter au ministre de la guerre ; je lui dis que je n'avais pas qualité pour recevoir cette dépêche et qu'il devait la porter lui-même au cabinet du ministre. Quant au fond de la question, je ne me souviens pas l'avoir traitée, comme le déclare M. Paléologue, et je ne crois pas, comme je le lui ai rappelé dans notre entretien du 24 décembre, avoir parlé de la dépêche du 2 novembre 1894.

Si nous avions eu une conversation aussi longue que l'indique M. Paléologue, j'en aurais été frappé.

Je lui ai rappelé, dans notre entretien du 24 décembre 1898, qu'au moment où j'étais dans le bureau du colonel Henry, celui-ci lui montrait la traduction d'un rapport d'un attaché militaire étranger autre que ceux dont il était question dans la dépêche du ministre des affaires étrangères, rapport dans lequel il est question des relations de Dreyfus avec un agent, en Belgique.

C'est surtout ce point qui a été l'objet de notre conversation, et je rappelai à M. Paléologue, dans notre entretien du 24 décembre 1898, cette conversation en lui exprimant mes regrets de n'avoir pas été au courant du début de sa conversation avec le colonel Henry. Ceci se rapporte à cette idée que m'a exprimée M. Paléologue, dans notre entretien du 24 décembre, qu'il avait eu plusieurs entretiens dans lesquels il avait été question de la dépêche du 2 novembre 1894.

M. Paléologue me disait, en effet, qu'il avait bien souvent parlé de cette dépêche avec le colonel Henry, et je dois dire que ce dernier ne m'avait jamais tenu au courant de ces entretiens.

M. Paléologue en tirait cette conclusion (et c'est ce qu'il me disait dans

notre entretien du 24 décembre) qu'Henry voulait me dissimuler la dépêche du 2 novembre 1894.

Je lui ai répondu que cette interprétation, jusqu'à preuve du contraire, me paraissait inexacte, attendu qu'au mois de mai 1898 Henry n'avait fait aucune difficulté pour faire, auprès de M. Paléologue, la démarche que je lui avais prescrite en vue d'obtenir le texte exact de la dépêche du 2 novembre 1894.

M. Paléologue m'a dit, le 24 décembre, qu'il avait dicté ce texte au colonel Henry.

Cette indication m'a surpris, puisque Henry ne m'en avait jamais parlé et qu'il s'était borné à déclarer (d'une façon naturelle et qui n'éveillait en aucune façon mes soupçons) que M. Paléologue demandait que la démarche fût faite officiellement.

Je dois dire qu'Henry insistait pour que cette démarche fût faite.

A mon sens, il me semble qu'il serait véritablement utile, pour élucider complètement la question, que la Cour ait à sa disposition le texte *original* de la dépêche télégraphique envoyée par B... à son gouvernement, le 2 novembre 1894. On aurait peut-être ainsi la solution de la question.

La lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : Général GONSE.

NOUVELLE DÉPOSITION DU GÉNÉRAL GONSE

SÉANCE DU 27 JANVIER 1899

Le président. — La Cour a cherché à éclaircir, au moment de l'audition de M. Paléologue, la divergence qui s'est produite entre le ministère de la guerre et celui des affaires étrangères, au sujet des deux versions de la dépêche du 2 novembre 1894. M. Paléologue nous a déclaré qu'il n'y avait eu, ce jour-là, qu'une seule dépêche arrivée au ministère des affaires étrangères ; que c'est la traduction, encore incomplète, de cette dépêche qui avait été communiquée par lui, par complaisance, à M. le colonel Sandherr et emportée par ce dernier au ministère de la guerre ; que le commencement et la partie médiane de cette dépêche étaient des lors arrêtés, mais qu'il n'y figurait pas les expressions : « Dreyfus arrêté. Précautions prises » ; que, quelques jours après, la traduction ayant pu être complétée, c'est alors que la version officielle en avait été communiquée au ministère de la guerre, et que c'est cette version seule, telle qu'il l'a rapportée dans sa déposition, qui devait être prise en considération. Avez-vous quelques observations à présenter à cet égard ?

Le général GONSE. — Je n'ai pas à entrer en discussion avec M. Paléologue ; mais mes souvenirs restent les mêmes, et je ne puis que maintenir les termes de ma précédente déposition.

J'ai le souvenir, autant qu'on peut l'avoir à distance de quatre années, d'un premier texte où il était dit à peu près : « Capitaine Dreyfus arrêté. Précautions prises ; ministère de la guerre instruit dans le plus grand secret. Relations avec... (je suppose la puissance, mais je ne puis préciser). Emissaire prévenu », et je n'ai pas souvenir que ce premier texte ait été communiqué sur le papier à cases ayant servi à la traduction.

Question posée par un conseiller. — M. le général GONSE pourrait-il nous dire si la dépêche qu'il a eue sous les yeux comportait des corrections, ou était d'une écriture courante et sans ratures ? Et dans ce cas, sait-il de qui émanait cette écriture ?

Le général GONSE. — Je ne m'en souviens en aucune façon.

Je ne peux pas dire de qui était l'écriture, et je ne vois pas dans ma mémoire le papier qui m'a été présenté. Est-ce le colonel Sandherr qui m'a fait un rapport verbal, ou bien m'a-t-il présenté un texte, je ne puis pas préciser à cet égard.

Question posée par un conseiller. — Le témoin a dit que cette dépêche contenait ces mots : « Emissaire prévenu ». N'étaient-ce point ces mots qui avaient paru douteux ? Et le texte qu'on lui a soumis ne portait-il pas un point d'interrogation au-dessous de chacun de ces mots, comme pour indiquer ce doute ?

La seconde version n'était-elle pas absolument différente de la première ?

Le général GONSE. — Je n'ai pas souvenir que le colonel Sandherr m'ait soumis une dépêche douteuse.

A la distance de quatre années, j'aurais de la peine à préciser d'une façon absolue ; mais ce dont je me souviens, c'est qu'il m'a donné un premier texte dans le sens que je viens de dire, et qu'à quelques jours d'intervalle il m'a apporté un second texte complètement différent, en me faisant cette remarque qu'après les affaires étrangères on n'était pas toujours sûr des choses et qu'il manquait un peu de précision.

Le général GONSE, sur interpellation. — Je vois dans la lettre que M. le commandant Esterhazy a écrite à M. le premier président de la Cour de cassation qu'il lui indique avoir eu des relations nombreuses avec plusieurs officiers de l'état-major de l'armée et avoir toujours agi d'après les instructions qui lui étaient données.

Je ne connais pas les relations dont parle le commandant Esterhazy, dont il prétend avoir des preuves déposées en lieu sûr. En dehors des imprudences commises par le colonel du Paty de Clam, je n'ai connu aucune communication faite au commandant Esterhazy. Et si, comme il le dit, il a des preuves, il devrait bien les montrer.

En ce qui concerne la désignation de son avocat, M^{re} Tézenas, jamais M. le chef d'état-major, ni moi, ni, je crois, personne à l'état-major, ne s'en est occupé.

Pour ce qui me concerne, j'ai vu M^{re} Tézenas, la première fois, au Conseil de guerre d'Esterhazy où j'étais appelé comme témoin (janvier 1898).

La fameuse entrevue du parc de Montsouris avec le colonel du Paty de Clam, Gribelin et Henry (qui était resté dans la voiture), entrevue qui avait eu lieu fin octobre 1897, je ne l'ai connue qu'au mois de juillet 1898, dans les circonstances suivantes :

M. Cavaignac, alors ministre de la guerre, après avoir interrogé longuement le colonel du Paty, voulut interroger aussi M. Gribelin ; celui-ci rendit compte à son chef, le colonel Henry, avant de se rendre chez le ministre, en lui faisant remarquer qu'il n'avait rien à se reprocher puisqu'il avait agi par l'ordre de son chef,

et il ajoutait : « Du reste, le général GONSE doit le savoir. »

Henry lui répondit qu'il n'en était rien parce qu'il n'avait pas rendu compte de cette entrevue, et c'est sur l'étonnement manifesté par Gribelin qu'Henry se décida alors à m'en rendre compte.

Voilà comment j'ai été prévenu des relations avec Esterhazy ; et j'en fis l'observation très nette au colonel Henry, attendu que cette manière de faire était tout à fait contraire aux règles de la discipline militaire.

La conduite du colonel du Paty ne peut être attribuée qu'à une véritable aberration.

Il y a eu, de sa part, excès de zèle ; mais aussi des démarches imprudentes, et même inqualifiables, que j'aurais formellement interdites si j'avais pu les soupçonner, d'autant plus que je lui avais toujours formellement défendu toute démarche auprès d'Esterhazy.

Il le savait si bien, que lorsque le chef d'état-major général écrivit sa lettre du commencement de décembre 1897 — pour déclarer qu'il n'avait fait ou fait faire aucune démarche auprès d'Esterhazy — je fis venir le colonel du Paty pour lui montrer la lettre que le chef d'état-major allait envoyer, et lui demandai si la lettre pouvait être lancée, s'il n'y avait rien dans ses démarches de contraire aux affirmations indiquées dans la lettre. Il me répondit affirmativement, et la lettre fut lancée.

En ce qui concerne le colonel Henry, en dehors de la démarche de Montsouris, je n'ai jamais connu aucune démarche de sa part vis-à-vis d'Esterhazy.

Le président. — Pourriez-vous expliquer pour quels motifs lorsque, le 14 novembre 1897, Esterhazy a rendu le document dit *libérateur*, au ministère de la guerre, l'on ne s'est pas livré à ce moment à des investigations pour savoir comment ce document, considéré comme secret, était sorti des bureaux de la guerre, investigations qui, peut-être, auraient mis sur la trace de ce qui se passait et empêché les manœuvres ultérieures ?

Le général GONSE. — Je sais que le ministre (M. le général Billot) s'en est préoccupé, qu'il a fait faire lui-même des investigations, et que les résultats en auraient été négatifs.

En ce qui me concerne, j'ai été très préoccupé de cette communication à Esterhazy, et, avant de connaître quel était le document dit *libérateur*, j'en ai parlé au colonel du Paty, qui m'a dit dans la conversation : « A moins que ce ne soit la pièce : « Ce canaille de D... » ? »

Je n'ai pas attaché tout d'abord une grande importance à ces propos, parce que j'étais hésitant sur la provenance de ce document, et j'ai été porté à attribuer l'indiscrétion à l'entourage du colonel Picquart.

Mais, plus tard, j'ai poussé le colonel du Paty qui m'a toujours formellement déclaré qu'il n'était pour rien dans la remise de ce document ; et même, le 1^{er} mars 1898, je l'ai fait rentrer de permission (il était à Angoulême) et, ce jour-là, il n'a pas hésité à renouveler par écrit ses déclarations verbales antérieures.

Question posée par un conseiller. — Vous avez déclaré que, pendant une certaine période, le colonel du Paty de Clam était venu faire des travaux dans votre cabinet, et qu'il y restait chaque jour pendant deux ou trois heures.

Pourriez-vous nous indiquer pendant combien de temps ces travaux se sont prolongés, et si le colonel du Paty de Clam, pendant cette période de temps, vous a parlé des communications qu'Esterhazy prétend qu'il lui avait faites chaque jour ?

Le général GONSE. — Le colonel du Paty a travaillé avec moi depuis fin octobre 1897 jusqu'au mois de janvier 1898.

Jamais il ne m'a parlé des communications qu'il faisait à Esterhazy. Si je les avais connues, je les aurais formellement défendues.

Il ne devait pas ignorer mes intentions et celles du chef d'état-major, puisque je les lui avais plusieurs fois rappelées, notamment au moment où il avait eu des relations avec M. de Nettecourt, le beau-frère d'Esterhazy, relations qui ont été très courtes (mois de novembre 1897) et qui ont cessé, au dire de du Paty, par le départ de M. de Nettecourt pour la campagne. Je le répète encore, c'est au mois de juillet 1898 seulement que j'ai connu l'entrevue de Montsouris. Quant aux autres entrevues, je les ai absolument ignorées.

Question posée par un conseiller. — Vous nous avez dit tout à l'heure que les diverses entrevues que du Paty avait eues, à votre insu, avec Esterhazy ne pouvaient s'expliquer que par un excès de zèle.

Quelle est, suivant vous, la cause qui pouvait déterminer cet excès de zèle ?

Le général GONSE. — Du Paty voyait une campagne en vue de substituer Esterhazy à Dreyfus, un innocent à un coupable ; et alors, emporté par son ardeur, il s'est livré à des imprudences et à des actes irrépréhensibles, pour lesquels il a été, ensuite, sévèrement puni.

Question posée par un conseiller. — Le colonel du Paty a donné de ses actes une explication un peu différente, car il nous a déclaré avoir obéi, dans cette affaire, non pas tant aux considérations dont vous venez de parler qu'à des considérations d'ordre supérieur dont il lui était impossible de rendre compte à la Cour.

Quel sens donnez-vous à ces paroles ?

Le général GONSE. — Ces paroles me paraissent absolument incompréhensibles, et je ne sais à quoi il a voulu faire allusion.

Il a sans doute mis encore, pour cette occasion, sa fausse barbe !

Question posée par un conseiller. — Le colonel du Paty nous a déclaré qu'au moment du jugement de Dreyfus il avait établi, de concert avec le colonel Sandherr, une note sur diverses pièces secrètes paraissant se rapporter à l'affaire Dreyfus.

Avez-vous connu l'existence de cette note et pourriez-vous nous faire connaître la raison pour laquelle la Cour ne l'a pas trouvée parmi les pièces du dossier secret qui a été constitué sous votre direction ?

Le général GONSE. — Cette note (ou commentaire) avait été rédigée, au mois de novembre ou décembre 1894, par ordre du ministre de la guerre (général Mercier) et pour lui seul.

Le ministre de la guerre avait donné l'ordre au colonel Sandherr de détruire cette pièce. Le colonel Sandherr n'avait exécuté qu'en partie l'ordre du ministre, puisque l'original en avait été détruit et qu'il en avait gardé une copie.

C'est cette copie — qui était la propriété de M. le général Mercier — qui lui a été remise par moi, sur l'ordre du chef d'état-major général, fin 1897.

Ce commentaire s'appliquait, autant qu'il m'en souvenne, au Mémento de l'agent A, qui commence par les mots : « Doute — Preuve » ; à la lettre de B à A, où il est question de « Ce canaille de D... » ; et enfin à une autre lettre de B à A, lettre où il est question du colonel Davignon (alors chef du 2^e bureau).

Dans les différents rapports faits, successivement, sur le dossier secret, il a été tenu compte des indications de la note de du Paty de Clam, et les pièces visées sont au dossier.

Sur interpellation :

Le général GONSE. — Je tiens à déclarer que je n'ai jamais eu connaissance des relations dont parle Esterhazy dans sa lettre à M. le président de la Cour de cassation, du 13 janvier 1890 — relations de service et de contre-espionnage qui auraient eues, en 1894 et 1895, avec le colonel Sandherr et un agent étranger.

Jamais le colonel Sandherr n'a fait avec moi aucune allusion à de semblables relations.

Il ne m'a jamais dit qu'il eût chargé le commandant Esterhazy de missions de la nature de celle à laquelle ce dernier fait allusion, et, à moins de preuves évidentes, je ne croirai jamais que le colonel Sandherr, qui avait à un haut degré le sentiment de ses devoirs militaires, ait pu charger un officier français de semblables missions sans en avoir rendu compte à ses chefs.

Question posée par un conseiller. —

Le colonel Sandherr aurait-il pu allouer une somme quelconque au commandant Esterhazy, pour le rémunérer de ses services, sans que ces paiements figurassent sur un état quelconque, et les états de ce genre étaient-ils soumis au contrôle du chef de l'état-major ou du sous-chef ?

Le général GONSE. — Toutes les dépenses du service des renseignements étaient et sont encore inscrites sur un registre-journal, par parties prenantes, avec l'indication pour chacune d'elles — quand il s'agit d'agents — d'un nom de guerre. Ces noms de guerre répondent tous à des gens connus de l'archiviste, qui tient la comptabilité ; du chef et du sous-chef du service des renseignements, et du sous-chef d'état-major qui visitait et arrêtait le registre à la fin de chaque mois.

Par conséquent, dans mon sentiment, il me paraît absolument impossible que Sandherr ait pu allouer des mensualités, ou des sommes quelconques à un individu, dont il aurait voulu dissimuler le nom, sans que les officiers autour de lui aient pu en avoir connaissance.

L'archiviste, notamment, qui est chargé de la comptabilité, est au courant de toutes les dépenses faites, et c'est indispensable pour qu'il puisse tenir le registre à jour.

D'un autre côté, quand le chef du service des renseignements est obligé de faire de grosses avances à un agent (quelques milliers de francs, par exemple), il est obligé, pour puiser dans la caisse où se trouve la réserve — c'est-à-dire est installée dans son bureau — d'avoir recours à l'archiviste, attendu que ce coffre ne peut s'ouvrir qu'avec deux clefs, dont l'une est entre les mains du chef de service et l'autre entre les mains de l'archiviste.

Toutes ces explications prouvent, à mon sens, que si le commandant Esterhazy avait touché de l'argent de la S., quel qu'un de ces messieurs le saurait certainement aujourd'hui, et à plus forte raison moi-même.

Pour le colonel Henry il en a été de même.

Du reste, à sa mort, j'ai fait l'inventaire de la caisse avec l'officier qui le remplaçait — capitaine Junck — et l'archiviste Gribelin. Nous avons trouvé la caisse absolument intacte.

Tout était parfaitement régulier et, même, nous avons trouvé une économie d'environ 37,000 francs.

(La suite à demain.)

LA JOURNÉE

Mercredi 12 avril

Sports : Courses à Colombes (3 h.). — Poulx de « Fusil de chasse » (2 h.). Billard. — Grandes régates à la voile de Gènes. — Au Concours hippique (galerie des Machines) : 1 h., chevaux de selle ; 3 h., prix internationaux (défilé d'attelages à 4 chevaux) ; 4 h., prix Moray (gentlemen).

Congès de Pâques : Reprise des cours dans les lycées et collèges.

A l'Institut : Séance générale trimestrielle des cinq Académies (2 h.).

Dans les églises : Mariage du lieutenant Bernard de Blanprat avec Mlle Bucaille de Litière (Saint-Pierre de Chaillot) et du vicomte Jean de Contades avec Mlle Rosita Guzman (Sainte-Clotilde).

Le Monde et la Ville

SALONS

— L

4 octobre 1898 que ces « points d'appui », savoir : Fort-de-France, Dakar, Saigon, cap Saint-Jacques, Nouméa, Diego-Suarez, etc., seraient constitués en territoires militaires dont la défense incomberait à son département.

Il semblait logique, en effet, que ces points d'appui, créés, organisés et installés uniquement pour les besoins de nos escadres et de nos divisions navales, fussent relevés uniquement — au point de vue militaire, bien entendu, et non pas au point de vue politique ou administratif — du ministère de la marine.

Mais cela était sans doute trop logique pour devoir durer longtemps. Les gouverneurs civils de nos colonies trouvaient que le décret du 4 octobre portait atteinte à leur autorité et à leur prestige. Ils se plaignaient de leurs attributions amoindries, de leur rôle amoindri. Leurs doléances trouvèrent un écho dans le Parlement, et lors de la discussion du budget, on put s'apercevoir que le décret du 4 octobre avait déjà du plomb dans l'ail.

Le Conseil des ministres a donné le coup de grâce à cette organisation récente. Un décret du 1^{er} avril a enlevé à la marine la garde exclusive des points d'appui de la flotte.

C'est cette abrogation d'un décret préparé par ses soins, ou tout au moins couvert de son approbation, que M. le vice-amiral de Cuverville n'a pas voulu admettre, et c'est pourquoi il a prié le ministre de le relever de ses fonctions.

M. Lockroy, en cours de voyage, comme on sait, n'a pas encore fait connaître s'il acceptait la démission de son collaborateur immédiat. Il a même fait télégraphier de Cherbourg, où il se trouve en ce moment, la dépêche suivante à l'Agence Havas :

Cherbourg, 11 avril, 9 h. 30 du soir.

Vous pouvez démentir la démission du chef d'état-major de la marine.

Cette nouvelle est invraisemblable, car il est inadmissible qu'une décision de cette nature ait pu être prise et communiquée à la presse par le chef d'état-major en l'absence du ministre de la marine, occupé à un voyage d'études et d'inspection des côtes.

Le motif qu'on alléguait pour cette démission est encore plus invraisemblable, puisque le décret paru sur les points d'appui de la flotte est le résultat d'une décision gouvernementale prise en Conseil des ministres; que ce décret n'édicte qu'une mesure provisoire, et qu'il est destiné à être remplacé par un projet de loi.

C'est d'ailleurs ce que dit expressément le rapport qui précède le décret.

Nous croyons donc être certain que nous sommes en présence d'une fausse nouvelle.

Si M. Lockroy se sépare de son chef d'état-major général, on devra le regretter, car l'amiral de Cuverville apportait dans l'accomplissement de sa lourde tâche une conscience et une compétence indiscutables; mais on ne pourra s'empêcher de louer l'officier qui sait prendre une décision si grave pour rester fidèle à ce qu'il croit être la vérité. Par le temps qui court, les hommes qui ont le courage de leur opinion sont si rares !

Pour recueillir la succession qui va sans doute s'ouvrir, on a prononcé le nom du vice-amiral de Maigret, préfet maritime à Cherbourg. C'est lui, dit-on, qui devait venir rue Royale, lorsque l'amiral de Cuverville passerait, en juillet, au cadre de réserve. Si les choses se passent comme on l'annonce, l'amiral de Maigret ne fera ainsi que devancer de trois mois son arrivée à la tête de l'état-major de la marine.

Maro Landry.

Suicide de l'adjudant Locrimier ex-secrétaire du colonel Henry

Une dépêche de Saint-Quentin nous a apporté hier la nouvelle d'un suicide qui donne lieu à de nombreux commentaires.

Pour de temps après le suicide du colonel Henry au Mont-Valérien, l'adjudant Locrimier, secrétaire particulier du chef de service des renseignements, était mis en disponibilité pour raisons de santé. Locrimier, atteint d'hypochondrie, s'était retiré au Catelet, près de Saint-Quentin, chez les parents de sa femme. Très frappé par la mort tragique de son chef, il évitait de parler de son ancien colonel et des événements auxquels il avait été mêlé.

Vendredi, l'adjudant Locrimier aurait reçu, dit-on, du ministère de la guerre, une dépêche le rappelant immédiatement à Paris. Il prépara aussitôt sa malle et fixa son départ à dimanche, mais le samedi matin il se pendit dans l'écurie de son beau-père, M. Paulin, épicière au Catelet.

Quelques-uns de nos confrères en ont immédiatement conclu que cet étrange suicide se rattacherait directement à l'affaire Dreyfus.

An cabinet du ministre de la guerre, on déclare qu'aucune dépêche n'a été adressée à l'adjudant Locrimier.

La vérité serait beaucoup plus simple. Locrimier, dont le congé expirait vendredi soir, écrivit à M. Leclercq, représentant des Petites-Voitures à Saint-Quentin, pour lui demander d'envoyer samedi au Catelet une voiture qui le conduirait au train de Paris à 1 h. 13.

Samedi matin, à 8 heures, il aurait reçu deux lettres. C'est après en avoir pris connaissance que, trompant la surveillance dont il était l'objet par suite de recommandations du médecin, il alla se pendre.

La famille du malheureux adjudant se refusant à donner le moindre renseignement, on se perd en conjectures sur les motifs de ce suicide.

L'adjudant Locrimier était âgé de trente-neuf ans.

G. Davenay.

AVIS DIVERS

CHEVEUX CLAIRES, épaissis, allongés par l'Extrait capillaire des *Bénédictines de Mont Majella*, qui arrête la chute et retarde la décoloration, 6 fr. le flacon. Franco mandat, 6 fr. 85. E. Senel, administrateur, 35, rue du 4-Septembre.

CRÈME VELOUTINE. Ch. Fay, 9, rue de la Paix, Paris.

Il serait inutile d'insister si l'homme n'était pas si lent à sortir de la routine. Rappelez-vous, encore une fois, que pour pouvoir absorber sans dégoût l'huile de foie de morue, il faut prendre les petites capsules de *Morhuol Chapoteaut*, de plus en plus prescrites pour la guérison des toux, rhumes, catarrhes, maladies de poitrine à leur début.

CHOCOLAT DE ROUSSEAU, hâle, rides, s'en vont, sans résister, si vous leur signez leur congé avec la *VERITABLE EAU DE NINON* de la Parfumerie Ninon, 31, rue du 4-Septembre.

Nouvelles Diverses

VOL DANS LE RAPIDE DE PARIS-MARSEILLE

Un vol important a été commis, entre Dijon et Marseille, dans le rapide de Paris arrivé ce matin.

Des malfaiteurs se sont introduits dans le fourgon de bagages en tête du train, ils ont éventré et fouillé les bagages et se sont emparés des objets de valeur qui s'y trouvaient.

On n'est pas encore fixé sur l'importance du vol, que l'enquête seule pourra faire connaître.

AU PARQUET

M. le juge d'instruction Favre, poursuivant son information contre les Ligués avait convoqué hier à son cabinet MM. Bastard d'Estang, président de « La Jeunesse Royaliste », de Fallay et René Chopin. Le magistrat les a tous trois déclarés inculpés. Ces messieurs ont confié le soin de leur défense à M. Normand. D'autres inculpations suivront.

LE FEU

Un très violent incendie a éclaté hier matin, vers une heure et demie, chez M. Poirier, entrepreneur de charpentes, 46, boulevard de Vaugirard.

Le feu, qui avait pris dans un vaste hangar où étaient entassées de grandes quantités de madiers et de bois de toutes sortes, avait pris en peu d'instants une grande extension. Les pompiers ont réussi néanmoins à circonscrire le foyer de l'incendie, et à préserver du contact des flammes les bâtiments avoisinants. Après deux heures d'efforts et de travail, tout danger avait disparu.

Les dégâts ont été évalués à une somme importante.

M. Jules Legrand, sous-secrétaire d'Etat, qui demeure à proximité des hangars sinistrés, est resté jusqu'à trois heures sur les lieux du sinistre, dont la cause est encore ignorée.

Hier matin, le feu s'est déclaré, vers onze heures, rue Marcadet, 183, dans un logement du troisième étage, pendant l'absence des locataires. Les pompiers l'ont éteint assez rapidement.

Une jeune domestique, Adélaïde François, en service 63, rue Caumartin, montait hier dans l'ascenseur et voulut l'arrêter au cinquième étage. Elle pencha imprudemment la tête et, prise entre l'appareil et une grille en fer, elle a été décapitée.

Jean de Paris.

COURRIER DES THÉÂTRES

Aujourd'hui :

A 1 h. 1/2, au théâtre du Gymnase, répétition générale de *le Fiancé malgré lui*, trois actes de MM. Sylva et A. de Farges.

A 1 h. 1/2 très précises, le Cercle des Escholiers donne, au théâtre Antoine, la répétition générale de *Savitrî*, comédie héroïque en deux actes, en vers, de M. A. Ferdinand Herold, musique de M. Claude Terrasse; *les Yeux*, drame en deux actes, de M. Henri Pagat; *Castelido*, pochade en un acte, de M. Henri Pagat.

A l'Opéra-Comique :

Après-demain, vendredi, on donnera *Manon* à la place de *Fidèle* dont la représentation est remise à dimanche, en matinée, pour les débuts de Mme Auguez de Montalant.

Comme nous l'avons dit, lundi prochain 17, à 8 h. 1/2, aura lieu la répétition générale du *Cygne*. La première est fixée au lendemain mardi. Le nouveau ballet de MM. Mendès et Lecocq sera accompagné de *Philémon* et *Baïs* et de la *Navarraise*.

En raison de l'absence de mardi, la direction de l'Opéra-Comique se trouve dans la nécessité de restreindre le service habituel des premières et de ne convoquer que MM. critiques.

L'assemblée générale de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques aura lieu le mercredi 3 mai, à 2 heures, salle Charras. Il y aura lieu de procéder au remplacement de deux auteurs, en vers, de M. A. Ferdinand Herold, musique de M. Claude Terrasse; *les Yeux*, drame en deux actes, de M. Henri Pagat; *Castelido*, pochade en un acte, de M. Henri Pagat.

Le directeur du théâtre des Bouffes-Parisiens nous écrit la lettre suivante :

11 avril 1899.

Mon cher monsieur Huret, Je vous prie de vouloir bien insérer cette lettre en réponse à celle de MM. Messager, Vanloo et Duval, que vous avez publiée ce matin et où je suis nommé.

Ces messieurs disent que j'ai traité avec Monte-Carlo sans les consulter, mais ils ont omis d'ajouter qu'ils ont donné leur acquiescement, par une convention spéciale, par eux, à l'intervention entre l'éditeur représentant leurs intérêts et le théâtre de Monte-Carlo, convention sans laquelle je n'aurais pu mettre leur pièce au répertoire des œuvres que nous devons donner à Monaco.

Veuillez croire, mon cher monsieur Huret, à mes sentiments distingués.

A. COUDERT.

Jules Huret.

SPECTACLES & CONCERTS

Aujourd'hui :

Au Nouveau-Cirque, matinée à 2 h. 1/2. — *Ala Bodinière*, à 8 h. : *Une Française chez les Indiens du nouveau Mexique*. Conférence par l'explorateur, Mme Jeanne de Mayotte. Projections de la maison Molteni. — A 4 h. 1/2. *Une heure de musique*, 1^{re} représentation du *Poète aux Champs*, pièce d'ombres, poème et musique de André Fijian, interprété par Mlle Balthori, MM. Engel, Magnier et Million.

— Aux Mathurins, à 8 heures : *Chansons d'amoureux*, audition de Mlle Marguerite Deval. Conférence de M. Henry Fournier.

Devant le succès qu'obtiennent, à l'Olympia, les matinales de dimanche, la direction a décidé d'en donner également le jeudi. Donc, demain, à deux heures 1/2, matinée réservée aux familles.

Demain, en matinée populaire, soixantième représentation de *la Déesse de l'Inde*, le grand succès de M. Gardel-Hervé à Parisiana, avec tous les artistes de la création.

A. Mercklein.

PETITES NOUVELLES

Mme Amel, revenant de Hollande où elle a été Poète apollinaire, a « Chansons d'amoureux », reprend chez elle, 14, rue Thérèse, son cours de diction élatée, qu'elle avait dû interrompre pendant un mois.

Le petit accès de faiblesse auquel la Bourse avait été en proie hier, en clôture, a complètement disparu aujourd'hui. Il est possible, soit dit en passant, qu'il revienne; nous

sommes en plein dans le mois des giboulées; et elles exercez leurs petits ravages aussi bien dans l'âme des boursicodiers que dans la température; mais les tendances sont excellentes au fond; et il suffit que les baissiers pressent sur les cours un peu plus que de raison pour qu'on réagisse avec une certaine vigueur contre leurs attaques. C'est ce qu'on a fait aujourd'hui, et la fermeté de Londres aidant, le cours de nos valeurs a remonté à un niveau de la cote. On n'a rien de ce travail réparateur aucun embarras; à quoi bon ? Mais du moins parvient-on facilement à effacer toutes traces de la dépression précédente.

Le 3 0/0 fait un bond; pour lui, c'est un vrai bond qu'une avance d'une douzaine de centimes. Il clôture à 102. Le 3 1/2 0/0 est toujours sans changement à 103.60. Au comptant, le 3 0/0 gagne 15 centimes et le 3 1/2 0/0 se contente d'un modeste demi-décime.

L'Italien perd 2 centimes à 95 12 après 95 05 et 95 20. L'Extérieure, infatigable ascensionniste, gagne 30 centimes à 59 32 après 59 40; et les *Bons cubains*, à 281 pour le 6 0/0 et à 246 pour le 5 0/0, regagnent sans effort. Les chemins de fer espagnols ont gagné et même davantage. Variations nulles sur les 3 0/0 russes; le 1891 reste à 93 10, le 1896 clôture à 94. Les valeurs brésiliennes sont fermes. Mais le prix de bonne conduite et d'activité revient aujourd'hui au groupe ottoman; de *Turco*, le montant de 30 centimes à 27 40 après 28 72; le 10 0/0 45 centimes à 28 85 après 28 62; la *Banque ottomane* de 8 fr. à 574. C'est pendant la seconde partie de la séance que le mouvement s'est produit, sur achats anglais, dit-on.

Les obligations de la Ville de Paris sont bien tenues. Ai-je dit que les 1894-96, dont la Ville émet actuellement les 1898-99, ont gagné 1/2 par an, dont chacun porte un lot de 100,000 francs, un de 20,000, deux de 10,000, trois de 5,000 et quatorze de 1,000. En tout, cela fait 84 lots par an, représentant un capital de 646,000 francs.

A deux ou trois points près, les établissements de crédit restent comme hier : la *Banque de Paris* à 1,038; la *Comptant* à 894; le *Comptoir* à 600; la *Banque des valeurs industrielles* à 237 50; la *Société générale* à 577; le *Crédit foncier* à 752, avec, au comptant, un bon courant d'affaires pour ses obligations; les *Communales 1899* sont en progrès à 486. — Poursuivant son mouvement de hausse, la *Rente foncière* gagne encore à 472. On a vu, dans la séance, que les obligations de la Ville de Paris ont gagné 1/2 par an, dont chacun porte un lot de 100,000 francs, un de 20,000, deux de 10,000, trois de 5,000 et quatorze de 1,000. En tout, cela fait 84 lots par an, représentant un capital de 646,000 francs.

Le *Prin de Noyan*, 3,000 fr., 1,000 m., a été pour Belladonna (5/4), un baron de Rothchild (Harrison), battant Syre, à la comtesse Colonna Walewska (A. Carter), et Iliade, à M. Alb. Menier (French).

Pari mutuel à 10 fr. : 70 fr. Placés : Belladonna, 25 fr.; Syre, 152 fr. 50; Iliade, 18 fr. 50. Vignee a été réclamée avant la course par le baron Leclercq.

Le *Prin de Noyan*, 5,000 fr., 2,400 m., a été pour Peygrière (4/4), à M. A. Fould (A. Cunningham), battant Soubles, à M. Albert Menier (Brookbanks) et Puisseux, à M. N. Stadler (G. Stern).

Pari mutuel à 10 fr. : 88 fr. 50. Placés : Peygrière, 22 fr.; Soubles, 22 fr. 50. Le *Prin de Noyan*, 5,000 fr., 2,400 m., a été pour Sinha (9/2), à M. X. Balli (Barlen), battant Cristall II, à M. G. Milton (Madge) et Frégate, à M. N. Stadler (G. Stern).

Pari mutuel à 10 fr. : 57 fr. Placés : Sinha, 17 fr.; Cristall II, 17 fr.; Frégate, 39 fr. Sinha a été réclamée par le duc de Chaulmont.

Le *Prin de Riquebourg*, 6,000 fr., 2,800 mètres, a été pour Gorenlot, à M. E. Deschamps (Dodd), battant Framboise III, à M. E. de La Charme (Bowen), et Niger II, à M. L. Oly (Barlen).

Pari mutuel à 10 fr. : 64 fr. 50. Placés : Gorenlot, 22 fr. 50; Framboise III, 23 fr.; Niger II, 46 fr.

Le *Prin de Riquebourg*, 5,000 fr., 2,000 mètres, a été pour Fourier (10/1), à M. Fasquel (Ware), battant Rallier, à M. I. Wysocki (Tom Lane), et Le Roi Soleil, au baron de Rothschild (W. Pratt).

Rallier prenait le départ devant Fourier, les autres aux tribunes. Fourier a été rapproché de Rallier. Le Roi Soleil, à quelques longueurs, précédait Molina, Machiavel, Général Albert, Quilda et Cambridge. Au poteau des 1,600 mètres Fourier avait l'avantage sur Rallier et Le Roi Soleil et l'emportait de quatre longueurs sur Rallier; Le Roi Soleil troisième à deux longueurs.

Pari mutuel à 10 fr. : 40 fr. 50. Placés : Fourier, 19 fr. 50; Rallier, 38 fr.; Le Roi Soleil, 43 fr. 50.

Le *Prin de Bécherville*, 4,000 fr., 2,400 m., a été pour Libaros (6/4), à M. Achille Fould (Barlen), battant Washington, à M. Albert Menier (French), et Micoche, à M. J. Lieux (Feller).

Pari mutuel à 10 fr. : 48 fr. Placés : Libaros, 11 fr.; Washington, 42 fr.

LE TURF

NOTES SUR COLOMBES

Bon programme bien varié. Le prix de huit mille, prix de la Société des sports, chez M. de Paris, à 1,038; la *Comptant* à 894; le *Comptoir* à 600; la *Banque des valeurs industrielles* à 237 50; la *Société générale* à 577; le *Crédit foncier* à 752, avec, au comptant, un bon courant d'affaires pour ses obligations; les *Communales 1899* sont en progrès à 486. — Poursuivant son mouvement de hausse, la *Rente foncière* gagne encore à 472. On a vu, dans la séance, que les obligations de la Ville de Paris ont gagné 1/2 par an, dont chacun porte un lot de 100,000 francs, un de 20,000, deux de 10,000, trois de 5,000 et quatorze de 1,000. En tout, cela fait 84 lots par an, représentant un capital de 646,000 francs.

Le *Prin de Noyan*, 5,000 fr., 2,400 m., a été pour Peygrière (4/4), à M. A. Fould (A. Cunningham), battant Soubles, à M. Albert Menier (Brookbanks) et Puisseux, à M. N. Stadler (G. Stern).

Pari mutuel à 10 fr. : 88 fr. 50. Placés : Peygrière, 22 fr.; Soubles, 22 fr. 50. Le *Prin de Noyan*, 5,000 fr., 2,400 m., a été pour Sinha (9/2), à M. X. Balli (Barlen), battant Cristall II, à M. G. Milton (Madge) et Frégate, à M. N. Stadler (G. Stern).

Pari mutuel à 10 fr. : 57 fr. Placés : Sinha, 17 fr.; Cristall II, 17 fr.; Frégate, 39 fr. Sinha a été réclamée par le duc de Chaulmont.

Le *Prin de Riquebourg*, 6,000 fr., 2,800 mètres, a été pour Gorenlot, à M. E. Deschamps (Dodd), battant Framboise III, à M. E. de La Charme (Bowen), et Niger II, à M. L. Oly (Barlen).

Pari mutuel à 10 fr. : 64 fr. 50. Placés : Gorenlot, 22 fr. 50; Framboise III, 23 fr.; Niger II, 46 fr.

Le *Prin de Riquebourg*, 5,000 fr., 2,000 mètres, a été pour Fourier (10/1), à M. Fasquel (Ware), battant Rallier, à M. I. Wysocki (Tom Lane), et Le Roi Soleil, au baron de Rothschild (W. Pratt).

Rallier prenait le départ devant Fourier, les autres aux tribunes. Fourier a été rapproché de Rallier. Le Roi Soleil, à quelques longueurs, précédait Molina, Machiavel, Général Albert, Quilda et Cambridge. Au poteau des 1,600 mètres Fourier avait l'avantage sur Rallier et Le Roi Soleil et l'emportait de quatre longueurs sur Rallier; Le Roi Soleil troisième à deux longueurs.

Pari mutuel à 10 fr. : 40 fr. 50. Placés : Fourier, 19 fr. 50; Rallier, 38 fr.; Le Roi Soleil, 43 fr. 50.

Le *Prin de Bécherville*, 4,000 fr., 2,400 m., a été pour Libaros (6/4), à M. Achille Fould (Barlen), battant Washington, à M. Albert Menier (French), et Micoche, à M. J. Lieux (Feller).

Pari mutuel à 10 fr. : 48 fr. Placés : Libaros, 11 fr.; Washington, 42 fr.

Le *Prin de Bécherville*, 4,000 fr., 2,400 m., a été pour Libaros (6/4), à M. Achille Fould (Barlen), battant Washington, à M. Albert Menier (French), et Micoche, à M. J. Lieux (Feller).

Pari mutuel à 10 fr. : 48 fr. Placés : Libaros, 11 fr.; Washington, 42 fr.

Le *Prin de Bécherville*, 4,000 fr., 2,400 m., a été pour Libaros (6/4), à M. Achille Fould (Barlen), battant Washington, à M. Albert Menier (French), et Micoche, à M. J. Lieux (Feller).

Pari mutuel à 10 fr. : 48 fr. Placés : Libaros, 11 fr.; Washington, 42 fr.

Le *Prin de Bécherville*, 4,000 fr., 2,400 m., a été pour Libaros (6/4), à M. Achille Fould (Barlen), battant Washington, à M. Albert Menier (French), et Micoche, à M. J. Lieux (Feller).

Pari mutuel à 10 fr. : 48 fr. Placés : Libaros, 11 fr.; Washington, 42 fr.

Le *Prin de Bécherville*, 4,000 fr., 2,400 m., a été pour Libaros (6/4), à M. Achille Fould (Barlen), battant Washington, à M. Albert Menier (French), et Micoche, à M. J. Lieux (Feller).

Pari mutuel à 10 fr. : 48 fr. Placés : Libaros, 11 fr.; Washington, 42 fr.

Le *Prin de Bécherville*, 4,000 fr., 2,400 m., a été pour Libaros (6/4), à M. Achille Fould (Barlen), battant Washington, à M. Albert Menier (French), et Micoche, à M. J. Lieux (Feller).

Pari mutuel à 10 fr. : 48 fr. Placés : Libaros, 11 fr.; Washington, 42 fr.

COURSES A MAISONS-LAFFITTE

Il règne en ce moment une sorte d'épidémie sur les grands cracks. Un de nos trois ans, espoir de sa génération, Holocante, était battu l'autre jour dans le prix Lagrange. Voici maintenant nos deux meilleurs chevaux, Gardefeu et Le Roi Soleil, qui sont atteints, le premier dans sa personne, le second dans son amour propre. Le héros du jour est un jeune, le trois ans Fourie un très joli cheval, n'en doutez pas, dont M. Maurice Ephrussi avait offert soixante mille francs il y a quinze jours, ce qui l'eût exposé à battre l'écure de son beau-père, M. Fauriol, a résisté à des offres très belles, bien lui en a passé, bien que j'ai déjà fait remarquer, son cheval ne soit engagé dans aucune des grandes épreuves de la saison. Son cheval a battu en jouant Rallier et Le Roi Soleil. — Le Roi Soleil n'a eu que la troisième place : il était en détresse dès le milieu du parcours, ce qui permet de dire que ce n'est pas Le Roi Soleil que nous avons vu courir, c'est une déception.

Je n'ai guère à m'occuper que de cette grande épreuve, qui efface tous les numéros du programme. Elle a été admirablement conduite, et prouve une fois de plus que rien n'est au-dessus du soleil. Il faisait un temps bizarre, tantôt ensoleillé, tantôt pluvieux, selon que le soleil se montrait ou se cachait; on sentait l'embarras de cet astre, qui présentait une défaillance dans sa famille. Le fils de Heaume a un commencement d'épave. Ça suffirait à le gêner.

Je signalerai les débuts d'un petit jockey d'été, qui a été à deux doigts de gagner la première course sur Syre : c'est le petit Carter, fils du regretté Fred. Carter; il est âgé de douze ans, tout petit, mais il a d'excellentes dispositions, comme ses collègues le petit Stern, le petit Mitchell et le petit Cunningham.

Le *Prin de Noyan*, 3,000 fr., 1,000 m., a été pour Belladonna (5/4), un baron de Rothchild (Harrison), battant Syre, à la comtesse Colonna Walewska (A. Carter), et Iliade, à M. Alb. Menier (French).

Pari mutuel à 10 fr. : 70 fr. Placés : Belladonna, 25 fr.; Syre, 152 fr. 50; Iliade, 18 fr. 50. Vignee a été réclamée avant la course par le baron Leclercq.

Le *Prin de Noyan*, 5,000 fr., 2,400 m., a été pour Peygrière (4/4), à M. A. Fould (A. Cunningham), battant Soubles, à M. Albert Menier (Brookbanks) et Puisseux, à M. N. Stadler (G. Stern).

Pari mutuel à 10 fr. : 88 fr. 50. Placés : Peygrière, 22 fr.; Soubles, 22 fr. 50. Le *Prin de Noyan*, 5,000 fr., 2,400 m., a été pour Sinha (9/2), à M. X. Balli (Barlen), battant Cristall II, à M. G. Milton (Madge) et Frégate, à M. N. Stadler (G. Stern).

Pari mutuel à 10 fr. : 57 fr. Placés : Sinha, 17 fr.; Cristall II, 17 fr.; Frégate, 39 fr. Sinha a été réclamée par le duc de Chaulmont.

Le *Prin de Riquebourg*, 6,000 fr., 2,800 mètres, a été pour Gorenlot, à M. E. Deschamps (Dodd), battant Framboise III, à M. E. de La Charme (Bowen), et Niger II, à M. L. Oly (Barlen).

Pari mutuel à 10 fr. : 64 fr. 50. Placés : Gorenlot, 22 fr. 50; Framboise III, 23 fr.; Niger II, 46 fr.

Le *Prin de Riquebourg*, 5,000 fr., 2,000 mètres, a été pour Fourier (10/1), à M. Fasquel (Ware), battant Rallier, à M. I. Wysocki (Tom Lane), et Le Roi Soleil, au baron de

